COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme» (Lénine)

C.P.S Nouvelle série N°27 (N°109) – 1,50 € **12 JANVIER 2007**

CERCLE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Le gouvernement UMP Chirac-Villepin-Sarkozy : « *au travail* » jusqu'au bout contre les travailleurs

Les élections présidentielles d'avril et mai prochain occupent chaque jour une place grandissante dans le paysage politique. Cela n'a rien d'une sorte de phénomène naturel. C'est un fait politique.

Pour les travailleurs, la meilleure manière de préparer les échéances électorales, comme plus généralement leur avenir, serait de combattre directement, avec leurs propres méthodes et objectifs, pour infliger une défaite décisive au gouvernement et au patronat.
C'est cette possibilité qu'avait ouvert la défaite infligée à ces derniers au printemps 2006 en leur imposant le retrait du Contrat première Embauche. Si cette possibilité s'était réalisée, alors, la situation politique en aurait été bouleversée. Les appareils syndicaux, le PS et le PCF ont tout fait pour que tel ne soit pas le cas.

Aussi, la place démesurée occupée par la préparation des élections exprime que les potentialités contenues dans la défaite du gouvernement sur le Contrat Première Embauche semblent épuisées.

Chirac lui-même dans ses vœux du 31 décembre l'a exprimé. Pour que, a-t-il dit, le « débat démocratique » puisse être positif (pour lui et sa classe), il faut que le gouvernement travaille « jusqu'au bout ».

> *« D'ici aux élections, j'aurai une double exigence : que le Gouvernement soit au travail, à votre service, pour la sécurité, pour l'emploi, pour le pouvoir d'achat et que ces mois soient aussi des moments de débats ouverts, démocratiques et responsables et je m'y engagerai pleinement. »*

Et, à couvert du déluge de phrases sur les futures échéances, c'est effectivement ce qui se produit.

Jusqu'à la dernière minute

La session parlementaire s'achèvera fin février. Elle est encore chargée, puisque doivent être examinés une série de textes sur l'essentiel desquels le précédent numéro de *CPS* avait exprimé ce qu'il y avait à en dire, en particulier concernant le projet de loi liberticide et anti-ouvrier présenté au titre de la lutte « contre la délinquance ». Les salariés de Thomé Génot, placés en octobre en liquidation judiciaire, ont pu en goûter la substantifique moëlle : ils ont été traités comme des « délinquants » par les CRS et gendarmes venus les évacuer de leur usine le 9 novembre, dans une atmosphère que la presse a décrite ainsi « *scènes d'occupation militaire dans les Ardennes* », ou encore « *un climat de couvre-feu* »...

Doit aussi être adopté un projet qui a, pour l'avenir, une grande importance et qui représente un nouveau pas vers l'instauration d'un système de cogestion, à savoir le projet de loi sur le « dialogue social ». Fin octobre, on pouvait en lire dans un communiqué FO la présentation suivante :

> *« «Tout projet de réforme portant sur le dialogue social, les relations individuelles et collectives du travail, l'emploi et la formation professionnelle fait l'objet d'une concertation préalable avec les partenaires sociaux en vue de l'ouverture d'une négociation interprofessionnelle», précise le projet de loi. Dans ce cadre, les «organisations syndicales et professionnelles les plus représentatives au niveau national» seront informées de tels projets par le gouvernement, via «un document d'orientation présentant un diagnostic, les objectifs et les différentes*

Sommaire:

* EDITORIAL : LE GOUVERNEMENT « AU TRAVAIL » JUSQU'AU BOUT P.1
* DECLARATION COMMUNE DU CERCLE ET DU COMITE POUR UNE CONFERENCE DE FUSION P.10
* LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT *CPS* P.12
* SEGOLENE ROYAL S'INFEODE LE PARTI SOCIALISTE P.14
* ALGERIE : UN POUVOIR USE ET CORROMPU, UNE CLASSE OUVRIERE DESARMEE P.20
* ILY A CINQUANTE ANS EN HONGRIE: LA REVOLUTION PROLETARIENNE P.29

options et modalités envisagées». Elles sont invitées ensuite à «faire savoir» si elles engagent ou non des négociations en indiquant «le délai qui leur serait utile à cet effet». Ces dispositions «ne seront pas applicables en cas d'urgence avérée».
Le texte prévoit aussi un rendez-vous annuel entre le gouvernement et les interlocuteurs sociaux. «Chaque année, les orientations de la politique du gouvernement (...) ainsi que le calendrier envisagé pour leur mise en œuvre, sont présentés pour l'année à venir» devant la Commission nationale de la négociation collective (CNNC), indique le projet de loi. De leur côté, lesdites organisations présenteront, elles, «l'état d'avancement des négociations interprofessionnelles en cours ainsi que le calendrier de celles qu'elles entendent mener ou lancer dans l'année à venir»

Et la direction confédérale FO de trouver ce texte « *acceptable* », tandis que celle de la CGT demande pour sa part son élargissement à d'autres champs, comme les retraites (domaine dans lequel la concertation est pourtant permanente au sein du Conseil d'Orientation).
Or, pour bien apprécier ce projet de loi, il faut rappeler le discours de présentation qu'en avait fait Chirac en octobre dernier devant le Conseil Economique et Social, comme nous le faisions dans un supplément à *CPS* en date du 30 octobre dernier :

« Les « partenaires sociaux » seraient chargés de co-rédiger les projets de loi ou même d'ordonnance des gouvernements. Qu'est-ce que cela signifie ? Chirac le dit clairement : « Les syndicats doivent se libérer d'une ancienne tradition excessivement protestataire qui débouche trop souvent sur l'affrontement (...) il faut sortir de la logique du conflit (...) fonder une culture de la négociation ».
Quelle « culture du conflit » Chirac et l'UMP veulent-ils enterrer, sinon la culture ouvrière façonnée par la lutte des classes ? Voilà en effet ce que signifierait cette loi d'association des directions syndicales à la politique des gouvernements de la Ve République. »

Il faut en outre rappeler que, durant l'automne, le parlement a continué de tourner à plein régime, privatisant totalement GDF, alors que ce projet avait été remis en cause après la défaite gouvernementale sur le CPE. Les éventuelles remises en cause juridiques, saluées cyniquement par la direction CGT-Energie comme une « *victoire* », n'y changeront en définitive pas grand-chose. Les budgets de l'Etat et de la Sécurité Sociale ont été adoptés sans encombre, eux qui donnent d'une main de nouvelles baisses d'impôts sur les revenus les plus élevés et des allègements de charges aux entreprises, et suppriment de l'autre un nombre record de postes de fonctionnaires, poursuivent les restrictions au droit aux soins.

Enfin il faut noter que Chirac s'emploie à s'offrir un dernier relent d'unité nationale en convoquant le congrès pour procéder à des retouches de la constitution sur lesquelles il espère aligner l'ensemble des députés, y compris ceux du PS et du PCF.

Feu roulant contre le corps enseignant, et surtout contre les statuts de 1950

Evidemment, la boulimie réactionnaire du gouvernement et de sa majorité UMP dans leur dernière ligne droite ne s'est pas confinée à l'enceinte du Parlement. Et, une nouvelle fois, l'enseignement public et ses personnels se sont trouvés dans la ligne de mire. Non seulement le nombre de suppressions de postes y a atteint des sommets, mais encore le ministre Robien semble ne pas vouloir laisser la place sans avoir démoli autant que faire se peut l'enseignement public. Qu'on en juge : « réforme » des IUFM se traduisant par une nouvelle et sérieuse aggravation des conditions de formation, l'alignant par anticipation sur la future polyvalence souhaitée des enseignants. Mise en route dans le premier degré d'un décret créant des « EPEP », de futurs gros « établissements publics d'enseignement primaire » regroupant plusieurs écoles, dotés d'une vraie direction, ce qui constituerait un bouleversement dans le fonctionnement des écoles communales. Dans le même temps, le ministère a engagé des sanctions financières contre les directeurs d'école qui poursuivent la grève administrative en dépit du protocole d'accord signé par le SE-Unsa. Infatigable, Robien a même annoncé en ce début janvier la mise en application des conclusions du rapport Hetzel, dont l'essentielle est la « professionnalisation » accrue des diplômes universitaires, autrement dit leur déqualification et leur soumission (ainsi que celle des étudiants) aux besoins immédiats du patronat, appelé à jouer un rôle plus important que jamais dans la définition des formations et des contenus, au nom de « l'insertion ».

Mais ce qui est au centre de cette nouvelle vague d'attaques, c'est la casse des décrets de 1950 régissant le service des enseignants du second degré. Comme l'indique un supplément enseignant à *CPS* du 10 décembre dernier :

*« * D'une part ce projet signifierait pour des dizaines de milliers d'entre eux une baisse brutale de leur salaire, en restreignant l'accès aux décharges statutaires (première chaire, heures de laboratoire, ...) ou augmentant leurs maxima hebdomadaires (effectifs réduits,...). C'est un véritable racket qui a pour but de supprimer des postes, de faire travailler plus les enseignants en les payant moins – alors que le gouvernement poursuit les baisse d'impôts sur les revenus les plus hauts, les exonérations de charges.*
** D'autre part ce projet imposerait aux professeurs une plus grande flexibilité, s'inspirant du sort réservé depuis des années aux TZR. Il généraliserait la polyvalence.*

** Enfin, en introduisant dans la définition des services d'autres tâches que l'enseignement, il mettrait en place la définition locale des services, arrêtés par une « lettre de mission » édictée par le chef d'établissement, cette dernière s'inscrivant dans le*

cadre de la « contractualisation » entre les établissements et le rectorat.

Ainsi, avec la destruction des décrets de 1950 le gouvernement escompte briser un verrou à l'application des contre-réformes déjà engagées, la loi d'orientation et la « réforme » des Zep, le décret Robien sur les remplacements, mais aussi la « réforme » annoncée des IUFM »

Attaqués sur des points aussi importants, et malgré le poids que pèse encore sur leurs épaules leur défaite du printemps 2003, les enseignants ont manifesté leur volonté de réagir. C'est leur pression qui a imposé aux directions syndicales, les unes après les autres, d'appeler à une grève le 18 décembre dont au départ elles ne voulaient pas (la direction du SNES s'y est clairement opposée dans un premier temps à l'occasion des différents congrès locaux qu'elle a tenus début décembre, comme à Nice ou dans le Pas de Calais). De même, c'est la réaction des enseignants qui a imposé aux organisations syndicales qu'elles boycottent à deux reprises l'instance paritaire (Ctpm) saisie du projet de décret.
Cette grève, finalement appelée par la totalité des organisations syndicales, a été importante, sans pour autant revêtir le caractère d'une explosion. Elle posait et pose encore la question au moment où ces lignes sont écrites, d'un appel uni à la montée en masse au ministère sur le mot d'ordre du retrait du projet de décret, et du boycott du Ctpm chargé en ce mois de janvier d'examiner les suppressions de postes... découlant en grande partie de la refonte des statuts.

Mais les appareils syndicaux, s'ils n'ont pu moins faire qu'appeler à la grève, n'en ont pas pour autant été le moins du monde débordés. Aussitôt passée la journée du 18, l'intersyndicale se divisait sur la proposition de l'appareil SNES-FSU... : que tous se rallient à une « manifestation nationale » sans revendications ni objectif clair qu'elle préparait d'ailleurs depuis des semaines, sinon des mois. Bien évidemment, les autres fédérations refusent. La FSU maintient son opération, et l'intersyndicale tombe d'accord pour « *en appeler au premier ministre* »... sans commentaire !
Quant à la manifestation du 20 janvier, il faut bien en apprécier les considérants : d'une part, elle noie la revendication sur laquelle les personnels se sont engagés dans l'unité dans la grève du 18 décembre, à savoir le retrait sans condition du projet de décret ; d'autre part elle vise, selon les dirigeants FSU eux-mêmes, à « *interpeller les candidats à la présidentielle* ». Ainsi, les bureaucrates syndicaux de l'enseignement public font leur travail de « bons citoyens » : à la possibilité de lutte des enseignants sur leur propre terrain, ils opposent la perspective du « *grand débat démocratique* » que Chirac appelait de ses vœux le 31 décembre. Qu'est-ce donc que cette politique, sinon un feu vert donné au gouvernement pour qu'il applique sa politique « jusqu'au bout » ? Et le fait que le gouvernement puisse le faire pèsera bien plus sur l'issue des élections que toutes les « interpellations » des candidats !

Les appareils syndicaux pavent la voie au gouvernement : Finances, SNCF, ...

Il n'y a pas que dans l'enseignement public que les bureaucraties syndicales se sont employées à ouvrir la voie au gouvernement. C'est entre autres le cas au ministère des Finances, particulièrement touché, lui aussi, à la fois par des suppressions de postes très importantes, et par un véritable plan de restructuration continu. Ainsi, dans le secteur des Douanes, sous couvert d'un plan de « modernisation des opérations de dédouanement », la fermeture de la moitié environ des bureaux départementaux était prévue, entraînant de 1500 à 2000 suppressions de postes qui viendraient s'ajouter aux 638 déjà prévues sur deux ans, le tout sur un effectif de quelques milliers de fonctionnaires !

A plusieurs reprises, en juin, en octobre, puis enfin le 28 novembre, les journées d'actions et manifestations appelées par les directions syndicales ont rencontré un écho certain de la part d'agents dont les conditions non seulement de travail, mais d'existence, se voient brutalement menacées. Comme dans l'enseignement, les dirigeants syndicaux durent même quitter les CTPM convoqués par l'administration pour organiser la fermeture (« à titre expérimental » ose dire le gouvernement !) de bureaux des opérations commerciales dans 13 régions. Ces journées d'action à répétition ont été accompagnées dans une demande permanente de « l'ouverture de réelles négociations », bref, de la recherche d'un accord.

Mais surtout, les agents des douanes ont été isolés des autres fonctionnaires du ministère.

Or, aux impôts, une vive opposition des travailleurs s'est manifestée contre une réforme des procédures de mutation, qui vise, dans le prolongement de la réforme de la notation, à généraliser les « postes à profil » contre les garanties statutaires des agents. Une pétition intersyndicale demandant le retrait de la note de service procédant à cette modification a été signée par la majorité des agents. Là aussi, les dirigeants syndicaux ont suspendu pour un temps les rencontres habituelles avec les représentants du gouvernement. Et ils ont appelé à une journée d'action... le 14 novembre, quinze jours avant celle des agents des Douanes, journée relativement suivie par les personnels, puis une seconde, le 30 novembre ... deux jours après! Pour finir le travail, les dirigeants des syndicats du Trésor appelèrent à une journée d'action en forme de voiture-balai, le 15 décembre, avec comme résultat, atteint, de lasser les agents. C'est un véritable sabotage, pour écarter la possibilité d'une véritable mobilisation mettant en danger le gouvernement.
Alors que, durant toute cette période, le budget de l'Etat et en particulier du ministère, était discuté au parlement, jamais il ne fut question pour les appareils syndicaux d'appeler à centraliser la force des agents en une puissante manifestation centrale et nationale à l'Assemblée, contre

ce budget qui concentre la politique à laquelle les travailleurs de ce ministère sont confrontés.

A la SNCF aussi, les conducteurs entrés en grève dans certains dépôts au moment du passage à l'horaire d'hiver sont restés isolés, sans qu'aucune perspective de combat d'ensemble ne soit avancée par la fédération CGT, décisive. Pourtant, il s'agissait bien d'enjeux nationaux, comme la direction de la SNCF l'expliquait elle-même dans les colonnes du *Figaro* du 8 décembre, ce journal renchérissant dans la haine anti-ouvrière :

> *« Changement de services... Sous cette appellation se cache l'adaptation annuelle des horaires des trains à la fréquentation des voyageurs. En même temps, la direction de l'entreprise, elle ne s'en cache pas, en profite pour faire plus de productivité. « Nous essayons, explique-t-on à la SNCF, de faire en sorte que le même nombre de cheminots conduisent plus de trains, tout en restant dans les limites du temps réglementaire quotidien, soit huit heures par jour pour les conducteurs avec une amplitude maximum de onze heures. » La direction préfère donc employer les cheminots de la manière la plus efficace possible afin qu'ils travaillent plutôt sept heures que trois pendant leur temps de présence... »*

Confrontés région par région à l'alourdissement de leur charge de travail, à la remise en cause, également, de leur progression de carrière, les conducteurs ont été battus les uns après les autres. Là aussi, un peu comme dans l'éducation, les dirigeants des fédérations de cheminots ont organisé une manifestation nationale pour le 8 février, afin de se faire entendre... mais point trop bruyamment tout de même puisqu'ils n'ont même pas jugé bon d'appeler pour ce jour à la grève ! Pendant ce temps, la libéralisation du fret est devenue totale, et c'est le régime spécial de retraite qui se trouve dorénavant sur la sellette.

Cette liste n'est pas limitative : à la RATP, les dirigeants syndicaux, en premier lieu ceux de la CGT, ont accompagné en douceur l'allongement des horaires de service sur les week-end, et ont ravalé illico le mot d'ordre de retrait de cette mesure qui leur avait échappé dans la foulée de la défaite du gouvernement sur le CPE– cf. l'intervention publiée dans le précédent numéro. La mesure est entrée en vigueur.

Le régime des retraites de la Banque de France a été « réformé » en novembre. Celui de la Poste doit être à son tour, comme avant lui celui de la RATP, « adossé » au régime général. Dans ce secteur, il faut mentionner la grève lancée par SUD pour l'augmentation des salaires dans les centres de tri, qui, dans les circonstances politiques, était une aventure promise à un fiasco.

Il est enfin un domaine dans lequel les dirigeants syndicaux, à l'instar du PS et du PCF, apportent un soutien complet au gouvernement UMP, celui des nouvelles expéditions coloniales dans lesquelles il s'est engagé en Afrique et au Liban.

Le « gouvernement au travail » pour défendre les positions de l'impérialisme français.

Le 28 novembre, après avoir procédé au renforcement préalable de ses troupes, l'armée française est passée à l'offensive simultanément aux côtés des troupes centrafricaines et tchadiennes confrontées à des mouvements armés opérant sur leur sol, venus vraisemblablement d'un Soudan déchiré depuis que le pétrole y coule à flots. Le 30 novembre, Villepin venait à N'Djamena en chef de guerre assurer le tortionnaire notoire Idriss Deby de son soutien. Pendant ce temps, quelques discrètes dépêches d'agence informaient des méthodes de « guerre » du gouvernement de Bozizé en Centrafrique, relatant les propos d'un officiel de l'ONU :

> *« Les forces gouvernementales incendient des villages et les gens se réfugient dans la brousse", a rapporté le responsable onusien sans pouvoir préciser si ces incendies faisaient des victimes. "La population s'enfuit dans la forêt dès qu'elle aperçoit des véhicules, car la présence de véhicules est souvent associée dans cette zone à des exactions que le gouvernement commet". »*

C'est en soutien à ce gouvernement barbare que les avions et soldats français sont entrés en action. Selon l'opposition centrafricaine, les bombardements des Mirage français ont engendré des « massacres », le quotidien *le Citoyen* titrant quant à lui « *Silence ! La France tue dans la région nord-est* ». A noter : cet été, le gouvernement tchadien a dénoncé brutalement les contrats d'exploitation de son pétrole qu'il avait passés avec Chevron-Texaco et la compagnie malaise Petronas, suite à un différent financier, peu de temps après l'annonce par la ministre Girardin d'une importante aide financière au Tchad (aide qui servira entre autres à financer notamment de nouveaux contrats pour ... Suez et Véolia), et quatre mois après qu'une première intervention française ait sauvé la peau du régime face à une offensive militaire rebelle.

Le « pré carré » africain de l'impérialisme français est devenu depuis plus de dix ans un bateau ivre qui tangue et prend l'eau (cf. *CPS* nouvelle série n°19). Pour preuve : l'incapacité du gouvernement à imposer et faire triompher ses solutions en Côte d'Ivoire, pays d'une grande importance économique, toujours coupé en deux et occupé par l'armée française depuis maintenant plus de 4 ans.

Dans le dispositif français, le Tchad occupe une place qui dépasse la question de ses ressources pétrolières. Véritable « porte avion du désert » pour les généraux, c'est à partir des bases militaires que l'aviation et les troupes françaises peuvent intervenir rapidement partout en Afrique subsaharienne. Profondément gangrené, déstabilisé, décomposé, comme la plupart des pays d'Afrique qui subissent la domination française, il pourrait s'effondrer sous les coups de quelques centaines d'hommes armés et décidés. D'où l'intervention militaire française, « *loin des regards indiscrets de la presse* » pour reprendre l'expression du journal centrafricain déjà cité. Sans doute

cette intervention ne fait que repousser un effondrement inéluctable. Elle n'en est pas moins ignoble, sanglante, et menée de bout en bout au compte des plus grands groupes capitalistes français qui écrasent l'Afrique pour en extraire profits et rente.

Or, si *Le Monde* du 6 décembre a titré son éditorial à ce sujet « guerre muette » en référence à la discrétion extrême de Chirac et Villepin, le silence le plus assourdissant est celui qu'ont fait entendre PS, PCF, et dirigeants syndicaux, silence qui seul autorise celui du gouvernement Chirac-Villepin-Alliot Marie.

De même qu'il y a une profonde unité de la politique gouvernementale, des crimes commis en Afrique à la destruction des acquis des ouvriers, des enseignants, en passant par les expulsions et la chasse à l'enfant ouverte sous l'égide de Nicolas Sarkozy, de même il y a une profonde continuité dans la politique du PS, du PCF, des dirigeants syndicaux, qui tous peuvent se voir jeter à la face l'exclamation de ce journal centrafricain : « *on tue : silence !* »

Ces interventions militaires expriment assurément les difficultés de l'impérialisme à maintenir l'ordre dans son arrière cour africaine, tout comme la décision d'aller occuper le sud-Liban a été motivée par la peur d'y perdre l'influence décisive qui y est la sienne. Deux sommets, l'un sur le Liban fin janvier, l'autre avec les chefs d'Etats africains à la mi-février, vont avoir lieu dans l'objectif de raffermir l'étreinte française dans ces zones qui lui sont traditionnellement inféodées.

Mais il faut constater et souligner que c'est dans tous les domaines que l'impérialisme français rencontre des difficultés croissantes face à ses concurrents et face à ses propres limites, et pas seulement en Afrique.

La situation du capitalisme français ne cesse de se dégrader

Au troisième trimestre, la croissance économique a été nulle. Autant pour les prévisions officielles. Mais cette interruption momentanée de la croissance économique ne fait que souligner un décrochage de plus en plus marqué de l'impérialisme français face à ses principaux rivaux en Europe, à commencer par l'impérialisme allemand. Non seulement la croissance française semble être passée durablement en dessous de celle de la zone euro, mais d'autres signes sont alarmants, à commencer par le déficit maintenant persistant du commerce extérieur, et la stagnation de la production industrielle, entraînée à la baisse tout particulièrement par le secteur de l'automobile.

Pour la classe ouvrière, cela se traduit par de suppressions d'emploi en cascade, et d'abord chez les intérimaires et chez les sous-traitants. Record en la matière : Airbus, dont la direction fait payer cash ses difficultés en prenant des mesures qui vont entraîner des dizaines de milliers de suppressions d'emplois, de licenciements.

Mais la bourgeoisie française s'inquiète. Par exemple, entre le deuxième trimestre 2005 et septembre 2006, en France, la production industrielle a cru de 0,5%, la production automobile a baissé de 12,8%. En Allemagne, la production industrielle a grimpé de 8,4% sur la même période, et même la production automobile (+2,8%) !

Le taux de marge des entreprises françaises a atteint début 2006 son plus bas niveau depuis 20 ans. Et les déficits du commerce extérieur ne font qu'exprimer une dure réalité : la perte de parts de marchés à l'exportation.

Pour 2007, à en croire la dernière *note de conjoncture* de l'Insee, ça ne devrait pas s'arranger : le ralentissement américain, et japonais, la moindre croissance du commerce mondial, l'augmentation de la TVA en Allemagne, tout cela entraînerait que *«les exportations de la France devraient décélérer, entraînant la production industrielle sur un rythme plus ralenti début 2007 »*

On comprend que « l'euro fort » soit plus facilement digéré par les capitalises allemands, mais au-delà il faut comprendre que c'est cette situation spécifique et difficile qu'exprime l'isolement total d'un Thierry Breton, le 27 novembre, lors de la réunion des ministres des Finances de la zone euro, pour prôner la baisse de l'euro.

Cette situation permet de mesurer l'importance pour la bourgeoisie française de la prochaine échéance électorale : il s'agit pour elle d'en faire un tremplin pour prendre les mesures nécessaires au redressement de sa situation.
Voilà le sens, le contenu, de toutes les propositions qui fusent depuis le gouvernement, l'UMP, le Medef.

La bourgeoisie, le patronat, ont engagé la bataille politique des présidentielles

Les vœux que Chirac a formulés, et notamment ceux qu'il a prononcés devant les « forces vives de la nation » (patronat, directions syndicales) ne se sont pas bornés à l'affirmation que le gouvernement continuerait de sévir jusqu'au bout. Il a annoncé, avec l'approbation marquée de Laurence Parisot, pour qui « *il a montré la bonne direction* » les axes sur lesquels selon lui le prochain gouvernement aurait à agir pour bien servir les vrais maîtres de la France, les barons de l'industrie et de la finance.

Au premier rang des préoccupations de Chirac et, donc, de Parisot, encore et toujours la « sécurité sociale professionnelle ».

« Il faut bâtir un nouvel instrument de combat contre le chômage et pour l'emploi, à partir, disons-le clairement, de la fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC.

« La sécurité sociale professionnelle aura quatre missions : le versement des allocations chômage, l'accompagnement personnalisé pour la recherche d'emploi, l'aide à la mobilité professionnelle, et la formation tout au long de la vie : elle devra porter les droits individuels à la formation des salariés, majorés

pour ceux qui ont un faible bagage initial ou qui ont besoin de se reconvertir.
Dans l'esprit du contrat de transition professionnelle, un véritable lien contractuel, fait de droits et d'obligations, unira les salariés sans emploi et la sécurité sociale professionnelle. Dans la ligne de la réforme du dialogue social, il reviendra aux partenaires sociaux, aux côtés de l'État, de gérer ce nouvel ensemble. »

« L'esprit » du « contrat de transition professionnelle », nous avons l'occasion de le dire à plusieurs reprises dans notre bulletin, c'est un « esprit » de destruction de la notion de contrat de travail, lié à des garanties collectives inscrites dans les conventions collectives. Remplacer l'assurance-chômage par un « lien contractuel » incluant, on le sait, la possibilité de travailler pour différentes entreprises, c'est en fait supprimer le droit à l'indemnisation. C'est ce que dans d'autres pays on appelle « l'activation des dépenses passives ». Bien entendu, Chirac propose que les directions syndicales soient engagées jusqu'au cou dans cette « sécurité sociale professionnelle » dont le concept, faut-il le rappeler, fut fourni par la direction confédérale CGT.
D'ailleurs d'une manière générale, Chirac a insisté sur la place que devaient prendre les « partenaires sociaux », ce qui exige pour lui d'aller vers la réforme de la représentativité :

« Les partenaires sociaux sont pleinement associés à la gestion de la sécurité sociale. Ils doivent maintenant devenir des acteurs de la réforme, les promoteurs du nouveau modèle social français. Pour cela, il faut renforcer la légitimité de la démocratie sociale. Sur la base des travaux du Conseil économique et social, il faudra confronter la représentativité des syndicats, la conforter indiscutablement en actualisant les règles qui sont vieilles de plus de 40 ans. »

Heureuse coïncidence : un avis du Conseil Economique et Social vient de donner au futur gouvernement les moyens de s'y prendre, en organisant des élections périodiques… à la nouvelle « sécurité sociale professionnelle » ?

Autre préoccupation de Chirac qui renvoie aussi à la volonté d'association capital-travail : le renforcement, encore, de la participation, qualifiée de « *projet de société* », et qu'il a présentée comme une réponse aux problèmes du pouvoir d'achat… contre les augmentations de salaire, donc, mais aussi comme un moyen de baisser davantage l'impôt sur les sociétés, qu'il a proposé de faire passer de 33% actuellement à 20% sur cinq ans, et carrément à 10% en cas d'accord d'intéressement réservant autant aux salariés qu'aux actionnaires.

Il faut relever la réaction de Mailly, qui, tout en s'opposant à la baisse de l'impôt sur les sociétés, a déclaré :

"Le président de la République est dans son rôle quand il dresse des pistes", mais "ce qui manque selon moi, ce sont des décisions rapides et concrètes", a réagi jeudi le secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly au sujet des voeux de Jacques Chirac aux Forces vives.
"Pour les mois à venir, il n'y a pas de décisions concrètes. Cela nous renvoie un peu aux calendes grecques", a-t-il remarqué sur France-Inter, alors que le chef de l'Etat a présenté des propositions pour les cinq années à venir. »

En plus d'inciter Chirac a passer aux « décisions concrètes », la direction FO participe aux trois groupes de travail mis en place par le patronat dans le cadre de la « délibération sociale » qui portent précisément sur l'assurance-chômage, le contrat de travail et la « sécurité sociale professionnelle ». Or ces groupes doivent rendre fin février un premier état des lieux de leurs travaux, et peser ainsi à leur tour durant la campagne électorale à la mise en place de cette même politique que dessine Chirac.

Une nouvelle offensive s'annonce contre tous les régimes de retraite

Chirac, le Medef, ne sont pas les seuls à mettre sur la table les exigences du grand capital pour la nouvelle étape politique qui s'annonce. Le Conseil d'Orientation des retraites, dans lequel siègent les directions syndicales, mais également le PS et le PCF (ainsi Maxime Gremetz), vient de rendre son rapport sur le « rendez-vous de 2008 » instauré par la loi Fillon de 2003.
Ses conclusions incitent à engager une nouvelle étape de remise en cause du droit à la retraite.
Une dépêche d'agence les résume :

« Le Conseil juge donc "indispensable de poursuivre la réflexion sur les dispositions qui limitent l'augmentation de la durée effective de cotisation sur laquelle est fondée la réforme de 2003". En clair, revenir sur les mesures de départ anticipé pour carrières longues décidées en 2003 pour que les seniors travaillent plus longtemps.
Le rapport juge par ailleurs "nécessaire" l'examen d'"hypothèses alternatives" de financement des régimes de retraite. Il prône une "mise à plat des différentes niches fiscales et surtout sociales" liées aux dispositifs d'épargne-retraite.
Le COR met enfin l'accent sur la nécessité d'assurer "l'égalité de traitement" entre les cotisants. Dans ce cadre, il aborde la question explosive des régimes spéciaux, laissée de côté en 2003. Les régimes spéciaux concernent aussi bien les agents d'EDF-GDF, de la SNCF, de la RATP et la Banque de France que les marins, mineurs et clercs de notaire, qui jouissent toujours d'une durée de cotisation réduite.
Le rapport plaide pour un "allongement des durées d'activité et des durées d'assurance" de ces régimes avec "un objectif d'équilibre financier à l'horizon de 2020".
"Nous proposons (...) que les régimes soient examinés au cas par cas", a expliqué Raphaël Hadas-Lebel après la remise du rapport. "Il ne s'agit pas de voir les

choses globalement. Chaque régime a ses particularités historiques."
Le président du COR a évoqué une "harmonisation" des régimes spéciaux avec le régime général "en ce qui concerne l'âge de départ à la retraite, les avantages familiaux, les modes d'indexation". »

Le jour même de la remise de ce rapport, Villepin, dans *les Echos*, renchérit :
« Les assurés devront "travailler plus longtemps" pour assurer la "pérennité des retraites" et plaide pour un examen "au cas par cas" des régimes spéciaux, prôné jeudi par le Conseil d'orientation des retraites (COR). »

Fillon devenu entre-temps conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, n'avait pas tenu d'autre langage.
Les prémisses d'une nouvelle et violente offensive, poursuivant celle de la loi Fillon, sont donc là : le grand capital entend baisser encore notablement sa part dans le financement des régime de retraites, et le fait bruyamment savoir (on pourra relever en passant que le *canard enchaîné* du 3 janvier a publié un article montrant que toutes les prévisions démographiques qui avaient servi de base à la « réforme » de 2003 sont déjà totalement caduques, comme d'ailleurs toute prévision portant sur les évolutions à 40 ans).

Mailly a déclaré :
« La CGT Force Ouvrière tient à souligner que sa participation aux travaux du C.O.R. ne la conduit pas pour autant à partager l'intégralité des recommandations formulées dans le rapport qui devrait servir à éclairer le Gouvernement dans la perspective des rendez-vous de 2008. En la matière comme dans d'autres, le diagnostic partagé n'existe pas. »
La CGT s'est exprimé dans le même sens. Mais si ce n'est pour cautionner ce genre de rapports, et participer à l'application jusqu'au bout de la loi Fillon, pourquoi diable les dirigeants confédéraux CGT et FO, ceux de la FSU, siègent-ils au conseil d'orientation des retraites ?

Pour la bourgeoisie, l'enjeu essentiel: lancer une nouvelle vague d'assaut anti-ouvrière

Chirac, le Medef, le COR, ... on peut encore ajouter à la liste de ceux qui entendent alimenter le « grand débat démocratique » Thierry Breton, lequel propose de privatiser le recouvrement de l'impôt sur le revenu en le transférant « à la source », c'est-à-dire aux patrons (dont on sait déjà le peu de cas il font souvent du paiement des cotisations sociales).
Tous dessinent à grands traits le programme que le vainqueur de la présidentielle aura, selon eux, à mettre en œuvre.
Ce programme commun aux représentants directs des grands groupes capitalistes français n'exclut pas que des divergences puissent agiter l'UMP, et se manifester comme prétextes aux efforts que le clan chiraquien fait pour continuer à exister après que leur chef aura quitté l'Elysée, au delà de la dernière salve de nominations que celui-ci tire et d'éventuels coups fourrés dont il est friand.
Par exemple, ce n'est pas un mystère, et surtout pas depuis la visite rendue par Sarkozy à Washington : le candidat de l'UMP envisage un alignement plus étroit sur l'impérialisme américain – mais en la matière, entre Blair et Merkel, la concurrence en Europe sera rude !

Mais il serait vain de chercher des divergences de principe au sein de l'UMP, ou des partis bourgeois. Si, nécessairement, les luttes de clans au sein de l'UMP et alentour font surgir les questions réelles que se posent l'ensemble des capitalistes français, la politique finalement menée ne dépendra d'abord que des circonstances et des nécessités du moment.
Pour la bourgeoisie, l'essentiel c'est : garder le pouvoir, tenir directement les leviers de contrôle de l'Etat entre les mains. Aujourd'hui, pour le grand capital, il est clair que la solution la plus favorable serait la victoire de celui qui fut caractérisé de « Zidane » du Medef par Ernest-Antoine Seillière, Nicolas Sarkozy de Nagy-Bocsa, et qu'ainsi les élections présidentielles servent de rampe de lancement pour engager le plus efficacement et brutalement les « réformes » dont le capitalisme français a besoin, en matière de retraites, de contrat de travail, et de baisse des taxes diverses sur le capital et les grande fortunes.

Tel est pour eux l'enjeu des élections présidentielles et des législatives qui suivront.

A l'inverse, à moins que le prolétariat puisse faire irruption sur la scène avant les présidentielles, ce qui est de moins en moins probable du fait de la politique des appareils, exploités et opprimés, salariés, jeunes, vont cherche inévitablement à signifier sur le terrain des élections, leur condamnation de la politique ultra-réactionnaire menée depuis 2002, comme ils l'ont fait aux régionales de 2004 ou lors du référendum de 2005.

Et pour ce faire, ils vont tout aussi inévitablement se tourner vers la candidate du Parti Socialiste, Marie-Ségolène Royal.

Le principal obstacle à la volonté de battre l'UMP et les candidats de la bourgeoisie : Marie-Ségolène Royal et son programme

Un article de ce numéro de *CPS* apprécie en détail ce qu'a signifié la désignation de Mme Royal comme candidate par le Parti Socialiste : une véritable OPA sur le parti, elle qui a été « élue » si l'on peut dire parles grands groupes de presse et d'opinion, matraquant avec leurs sondages qu'elle seule serait en mesure d'effacer l'humiliation pour le PS que fut le 21 avril 2002.

Ainsi les adhérents du PS ont voté en bloc pour la candidate aux propos les plus ostensiblement

réactionnaires, à commencer par ceux sur l'allongement du temps de travail des enseignants qui ont fait bondir ce secteur, qui vote largement pour les candidats PS. Ils ont aussi désigné, il faut le dire car cela peut jouer un rôle dans la campagne, une candidate qui est particulièrement sujette aux gaffes et aux déclarations intempestives – la voici maintenant, auréolée de « bravitude », qui revient de Chine en louant la rapidité de la « justice » chinoise !

Ils ont enfin désigné une candidate qui, après avoir obtenu le ralliement du MRC et du PRG moyennant des circonscriptions gagnables va n'avoir de cesse que se démarquer autant que possible du PS.
Son premier meeting à Strasbourg était aux couleurs de son fan-club (« désir d'avenir »), et *le Monde* n'a pas manqué de rapporter l'existence de tensions entre ces clubs et le Parti Socialiste, tandis que chaque intervention publique de François Hollande se voit immédiatement « recadrée » par l'état-major de campagne « royaliste ».

Plus le temps passera, plus les positions réactionnaires de Royal risquent de faire obstacle à la volonté évidente d'une grande partie de la population laborieuse de se servir du vote pour la candidate du PS pour battre l'UMP et Sarkozy. Mais n'est-ce pas dans cette perspective que, lors de la pré-campagne socialiste, tant les chiraquiens que les sarkozystes marquaient leur préférence pour la « madone des sondages » ?

Mais il faut dire que pour la grande majorité des travailleurs, pour la jeunesse, il n'y a guère d'alternative.

A la « gauche de la gauche » : pas d'alternative saisissable pour le prolétariat

Bien qu'une certaine affluence ait marqué les quelques meetings des « collectifs unitaires » issus des comités unitaires constitués pour le « non de gauche » au référendum de 2005, ce rassemblement s'est achevé comme il était prévisible par une débandade générale.
Comment eût-il pu en être autrement ? Les membres de ces collectifs ont en fin de compte exigé du PCF qu'il leur serve de tremplin, sinon de paillasson, prétendant s'appuyer sur la dizaine de milliers de personnes qui s'y sont regroupés, parmi lesquels... un grand nombre sont au PCF, à la LCR, sinon au PS ! Le PCF de son côté espérait à l'inverse sans doute récupérer à son compte « l'aura » du dit « non de gauche »... comme parachute pour tenter de freiner le processus inéluctable qui mène à sa marginalisation, sa disparition.
Il en est pour ses frais puisque la nomination de Buffet comme représentant les « collectifs » n'a pas eu lieu. Cela ne l'empêche cependant pas de présenter M-G. Buffet comme étant la candidate d'un rassemblement plus large que le PCF, une candidature « ouverte »...

Les choses ne pouvaient pas se passer autrement puisque ces collectifs n'ont jamais été l'expression d'un mouvement plus profond, dont il faudrait être aux aguets, à savoir celui des masses cherchant, même dans la confusion, à se doter d'un nouveau parti et exerçant une pression en conséquence sur les organisations existantes.
Or au contraire les processus à l'œuvre sont inverses. Le caractère « ouvert » de la candidature du PCF et les nouvelles secousses qui ont frappé ce parti le manifestent, c'est la décomposition des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier qui progresse, sans que dans le même temps s'engage une quelconque recomposition.

D'ailleurs il faut noter que, sous réserves d'autres rebondissements à la « gauche de la gauche », la LCR aussi sort en crise de cette opération dans laquelle elle s'était engagée, chacun des courants qui la composent menant sa propre politique, jusqu'à promouvoir la candidature de Bové contre celle de Besancenot ... qui n'est pas du tout certain de pouvoir se présenter.

Par ailleurs, la ligne politique de ce dernier est une ligne centrée sur la dénonciation de tout accord avec le PS, orientation presque comique de la part d'une organisation qui n'a pas hésité à appeler au vote Chirac en 2002. Mais une ligne qui dresse des obstacles à l'aspiration inévitable des masses qu'un gouvernement arrive au pouvoir pour mener une politique conforme à leurs besoins immédiats et leurs aspirations, gouvernement qui ne peut se concevoir, au stade actuel, en en excluant d'avance le Parti Socialiste.

Lutte Ouvrière, elle, semble en mesure de présenter Arlette Laguiller sur une orientation assez acrobatique, qui voudrait épouser l'aspiration populaire à « battre la droite » tout en se préparant à appeler à l'abstention en cas de second tour PS-UMP ! Enfin, le Parti des Travailleurs, lui, ne se présentera pas. Il apporte son soutien à un élu membre du groupe PS au conseil général de l'Aude, Gérard Schivardi, dont les premières déclarations auront été de dire qu'il fallait « *mettre le PT de côté* », précisant qu'il était soutenu par des « *maires de droite* », et que si Fabius avait été désigné par le PS, il ne serait pas présenté lui-même!
La dégénérescence politique du « Courant Communiste Internationaliste », qui dirige le PT, sur la ligne de la « *reconquête de la démocratie* » et de la « *défense de la Nation* » (cf. aussi l'article sur l'Algérie dans ce numéro) l'entraîne clairement dans une pantalonnade grotesque !

Pour le front uni des organisations issues du mouvement ouvrier, partis, syndicats, contre le gouvernement UMP, sa politique, contre les candidats bourgeois

La façon dont la question du logement a surgi durant la « trêve des confiseurs » est illustrative de la situation politique. Une association fondée par des petits-bourgeois parisiens désoeuvrés, s'est emparée médiatiquement de ce problème angoissant pour tout le prolétariat, à commencer par ces nombreux ouvriers précaires ou non qui dorment à la rue. En plantant quelques dizaines de tentes ici et là, cette association a réussi à braquer les feux des medias sur

elle. Elle a alors avancé une « charte » faite de mesurettes, au bout desquelles figurait le « droit au logement opposable ». Toutes les organisations politiques, jusqu'à l'extrême gauche, sommées par la « vox mediati », ont signé ce morceau de papier, et Chirac et Villepin ont eu beau jeu d'approuver bruyamment et de lancer un projet de loi sur le « droit opposable au logement».
A la suite de quoi la dite association a appelé à lever les camps sans autre forme de procès, à la stupeur et l'indignation des authentiques sans logis qui s'étaient fait embarquer dans cette affaire. Problème réglé ? C'est proprement écoeurant ! Il y a en France des centaines de milliers de logements vides, dont plus de cent mille rien qu'à Paris. Il y a un gouvernement qui s'enorgueillit des nouvelles constructions qu'il a lancé, mais omet de mentionner les dizaines de milliers de logements détruits dans le même temps dans le cadre du plan Borloo – et qui favorise outrageusement « l'accession à la propriété » contre le logement social. Il y a, enfin, un processus de privatisation croissante des logements sociaux, alors que plus d'un million (!) de demandes restent en souffrance.

Résoudre la question du logement, en finir avec la spéculation immobilière, les loyers exorbitants, l'impossibilité de se loger, nécessite quelques mesures simples, à commencer par l'expropriation des logements laissés volontairement vides par les grands propriétaires, la mise en chantier sur une toute autre échelle de logements sociaux modernes, et un blocage immédiat des loyers.

Sur cette question comme sur les autres, il s'agit ni plus ni moins que de s'en prendre aux intérêts des capitalistes, lesquels se sont grassement enrichis ces dernières en investissant dans la pierre, et qui profitent de la rareté de l'offre entretenue délibérément par la politique du gouvernement pour dicter des conditions souvent humiliantes à ceux qui cherchent à se loger.

Pour assurer le droit au logement, le droit aux soins, le droit au travail, le plus précieux de tous, il n'est d'autre politique qu'une politique d'affrontement avec la bourgeoisie, une politique rompant avec la loi du profit, allant vers l'expropriation du capital.
C'est cette politique anticapitaliste qu'il s'agit de défendre, en toutes circonstances, et particulièrement à l'occasion des prochaines échéances électorales.

Elle ne serait cependant qu'un couteau sans lame si elle n'incluait pas les moyens de son application, à savoir la réalisation du front uni des organisations syndicales (CGT, FO, FSU), et politiques (PS, PCF), issues du mouvement ouvrier.
Front unique contre le gouvernement et sa politique, pour le combattre et le vaincre dès que possible, y compris lors des élections, contre les partis bourgeois.
D'un gouvernement issu de ce front unique, les masses exigeraient qu'il prenne les mesures urgentes qu'appelle la situation difficile dans laquelle se trouve la population travailleuse, la jeunesse.

C'est sur cette orientation qu'il faut intervenir, sans s'en remettre aux échéances électorales, mais également à l'occasion des prochaines échéances électorales.
Le mouvement des masses engageant le combat pour leurs objectifs, pour défendre leurs conditions de travail et d'existence, revendiquer le rattrapage du pouvoir d'achat perdu, ... peut bouleverser la situation politique.
En tendant à dicter leurs exigences aux organisations auxquelles ils se réfèrent, travailleurs et jeunes pourront s'ouvrir une issue, et les conditions pour la construction d'un nouveau parti, du parti ouvrier révolutionnaire se réuniront.

C'est sur cette perspective, celle du socialisme, de la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, que se situe le Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire.

Le 12 janvier 2007

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME" (10 NUMEROS: 20 €UROS)

NOM:.....PRENOM:.....

ADRESSE:.....

CODE POSTAL:.....LOCALITE:.....

Chèques à l'ordre de : G.E.R. - Envoyer à: G.E.R. – 140 boulevard de Ménilmontant – 75020 PARIS

Site web: http://socialisme.free.fr

Directeur de la publication: Olivier LESTANG Commission paritaire n°67187 - n°ISSN: 0763790X - Imprimerie spéciale

Déclaration commune pour la tenue d'une conférence de fusion du Cercle et du « Comité » pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

1) Le Comité a été constitué en 1984 pour mener le combat pour le redressement politique et organisationnel du PCI, et de la IV° Internationale CIR. En 1991, la direction lambertiste s'est alignée sur le PCF et les plans de 'paix' de l'impérialisme français lors de la première guerre contre l'Irak, détruisant définitivement le PCI comme organisation révolutionnaire. Elle a enterré le PCI dans le cercueil du « Parti des Travailleurs ». Le révisionnisme lambertiste et sa la ligne de la « démocratie » a ainsi liquidé la dernière organisation qui permettait d'assurer la continuité du combat pour la reconstruction de la IVe Internationale.

Le Comité s'est alors fixé comme tâche la défense des acquis politiques et théoriques que le combat pour la IVe Internationale a concentré, dans la perspective de la reconstruction du mouvement ouvrier sur l'axe de la révolution prolétarienne.

2) Dans une situation difficile, le Comité sous la direction de Stéphane Just a cherché à se développer de sorte à pouvoir gérer la contradiction entre l'ampleur de ces tâches et la petitesse de ses moyens. Mais ce développement est resté limité. Dans ces conditions, le décès de Stéphane Just survenu à l'été 1997 a porté un coup terrible au Comité qui s'en est trouvé décapité politiquement, privé de son centre de gravité. Ce décès a révélé combien faible collectivement était la direction du Comité sans Stéphane Just, alors que venait de s'ouvrir en France une nouvelle étape politique avec défaite de Chirac aux législatives. Le Comité a été frappé par une crise dislocatrice, et détruit.

Cette crise destructrice doit être mise en relation avec la période de réaction ouverte suite à la clôture du cycle historique qui avait débuté avec la révolution d'octobre, suite à la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS, défaite historique pour le prolétariat mondial, période que le Comité a commencé d'aborder pour la seule fois dans « Une nouvelle perspective ».

3) Ce sont H.Bertrand, S.Goudard et J.Ribes, mis en minorité par la X° Conférence du Comité en 1997, qui ont porté le coup fatal au Comité en décidant de scissionner, interdisant ainsi la résolution par le moyen de la discussion ordonnée des graves questions politiques posées et en débutant la publication d'une édition frauduleuse de *Combattre pour le Socialisme* qu'ils affublèrent sans vergogne du nom de Stéphane Just comme « fondateur ».

Ils ont scissionné au compte d'une orientation qui tendait à l'adaptation aux appareils, d'une appréciation de la situation qui affirmait que le « front populaire » était au pouvoir en France, au mépris de l'analyse élémentaire des rapports entre les classes et des résultats électoraux. Derrière cette appréciation fantasmagorique se profilait la remise en cause de l'appréciation de la période ouverte par la restauration du capitalisme en Russie.
La négation de la réalité a eu comme corollaire l'emploi de leur part de méthodes caudillistes.

4) L'expression de la tendance générale à la décomposition du mouvement ouvrier au sein de l'ex-Comité ne s'est pas arrêtée là.

La majorité du Comité de 1997 a explosé ensuite sous les coups des futurs responsables de deux groupes étrangers au combat du Comité, et dont l'acte de naissance aura été, misère politique oblige, le recours à un torrent de calomnies et aux tribunaux bourgeois contre des militants ouvriers – ce qu'ils n'ont jamais renié. Politiquement, ces groupes ont eu comme point de départ le rejet d'acquis du Comité. Ils se sont opposés à tout combat en direction de la majorité PS-PCF, d'une part, et d'autre part ils ont nié la rupture dans la continuité révolutionnaire que représentait, avec la disparition du PCI en 1991, le dernier acte de la destruction de la IVe internationale.

De son côté, le regroupement impulsé par Bertrand et Goudard, retournant brutalement et sans principes son appréciation de la situation politique du blanc au noir a engendré en retour un courant restant sur la trajectoire étrangère au Comité empruntée à partir de 1997, à savoir la négation de la réalité des rapports politiques, et un opportunisme sans principe. En 1999, quand a eu lieu dans les Balkans la première guerre déclenchée sur le continent européen depuis 1945 par l'impérialisme, le groupe Bertrand Goudard soutenu par Ribes a eu une position de capitulation devant son propre impérialisme, en refusant de se positionner clairement du côté de la RFY agressée par l'impérialisme.

Ajoutons qu'aucun de ces groupes n'a de toute façon les moyens d'une politique révolutionnaire, puisque celle-ci exige l'analyse sérieuse et suivie des développements de la lutte des classes à l'échelle internationale, ce dont tous ils se dispensent.

5) Seul le Cercle s'est situé autant que ses moyens le lui permettaient dans la continuité du Comité de Stéphane Just, ce que le bulletin *CPS* nouvelle série a concentré.

D'une part en s'efforçant, sur toutes les questions importantes de la lutte des classes en France, des guerres impérialistes, d'avoir une appréciation précise des développements réels, des réponses politiques qu'ils appelaient (loi Aubry, mouvements enseignants et aux finances en 2000, échéances électorales, guerre contre la RFY, mouvement contre la « réforme » des retraites).
Considérées globalement, ces positions ont constitué un point d'appui pour les militants du « Comité » cherchant à s'extirper du marais où ils avaient accompagné Goudard Bertrand et Ribes.

D'autre part le Cercle a maintenu une continuité dans l'analyse des questions internationales au travers de *Combattre pour le Socialisme* qui lui ont permis d'apprécier les tournants politiques comme celui engagé au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, et au final de produire un rapport international *Actualité du combat pour le socialisme* qui prolonge le travail théorique engagé avec *Une nouvelle perspective* et constitue aujourd'hui le cadre général indispensable pour comprendre la situation politique internationale.

Enfin, contre tout sectarisme, le Cercle a refusé de considérer comme des ennemis les militants appartenant aux autres groupes issus de la destruction du Comité, et a cherché, sur la base de sa propre élaboration politique et théorique, à engager la discussion politique pour limiter les dégâts de cette explosion, et a réussi à intégrer des militants ou cellules venus de différents groupes.

6) De leur côté les militants qui ont constitué l'actuel « Comité » se sont dégagés progressivement de la direction politique de Goudard Bertrand, pour ne pas être liquidés comme militants trotskystes.
Dans ce mouvement, a joué un rôle central la lutte pour la défense du courant Front Unique contre la politique de Goudard Bertrand. En particulier, en 2002, au lendemain du premier tour des présidentielles, c'est contre ces derniers que le courant FU a pris position pour que la FSU appelle explicitement à ne pas à voter Chirac. En 2003, dans le cadre du combat commun pour que la direction de la FSU appelle à la grève générale, dans le Puy-de-Dôme, c'est ensemble que militants du « Comité » et du Cercle ont combattu pour et conduit une délégation d'enseignants aux directions nationales des fédérations de fonctionnaires.
Leur mouvement les a amenés à accepter, contre Goudard et Bertrand, la proposition du Cercle que s'ouvre enfin la discussion politique.

Les militants du « Comité » ont assuré la préservation du courant Front Unique. C'est ainsi une position politique de première importance pour la défense des acquis politiques du Comité de Stéphane Just qui a été préservée. C'est ce qui a permis la constitution en 2006 d'une liste nationale Front Unique dans la FSU intégrant les militants du Cercle.

7) Ainsi ont été réunies les conditions politiques permettant de réaliser un pas en avant dans la réalisation des tâches politiques qui étaient celles du Comité.

Il s'agit de constituer par la fusion entre le Cercle et le «Comité » un regroupement politique susceptible d'œuvrer à la construction du parti ouvrier révolutionnaire, doté d'une homogénéité suffisante et d'une compréhension commune de la situation et des tâches – dans la perspective de participer aux processus qui mèneront à la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe pour y défendre les indispensables acquis théoriques et politiques hérités du combat pour la IVe Internationale.

Résolution adoptée par le bureau du Cercle et le CN du « Comité », le 14 octobre.

Les militants interviennent et informent CPS

I. Enseignement public

Motion présentée au congrès du SNES des Alpes Maritimes du 6 décembre 2006

Le gouvernement a rendu public son projet de modifications des décrets de 1950 définissant le temps de travail et le statut des enseignants.
Si ce projet passe, les enseignants, dès la rentrée 2007, verront leur salaire diminuer et/ou leur temps de travail augmenter. Le ministre a répondu par une fin de non recevoir à la demande de retrait du projet de décret. Il l'a d'ores et déjà inscrit à l'ordre du jour du Comité Technique Paritaire Ministériel (CTPM) qui se tiendra le 18 décembre. Il y a urgence. Le SNEP a annoncé un appel à la grève pour le 18 décembre.
Dès à présent, dirigeants syndicaux, en particulier du SNES et de la FSU :
- Déclarez que vous boycotterez le CTPM qui doit entériner ce projet de décret.
- Appelez à une manifestation nationale devant le ministère de l'Education Nationale le 18 décembre, jour de la convocation du CTPM, et à la grève pour nous permettre de nous y rendre.

(1 pour, 9 contre, la direction du SNES expliquant alors que les enseignants ne répondraient pas à un appel à la grève... quatre jours avant d'appeler à la grève pour le 18)

Adresse aux dirigeants des syndicats et fédérations de l'enseignement, en particulier de la FSU signée par 33 enseignants du lycée de Riom (63) les 7 et 8 décembre

- Le 26 septembre, le gouvernement a annoncé son projet de modifications des décrets de 1950 qui prétend augmenter le temps de travail, faire diminuer les salaires, faire compléter les services par des heures dans d'autres matières.
- Le 20 octobre l'intersyndicale de l'enseignement s'est prononcée pour le retrait de projet de modifications des décrets de 1950.
-Le 29 novembre les représentants syndicaux ont été reçus au ministère et qu'en est-il ressorti? Le 18 décembre, le CTPM doit adopter la modification des décrets de 1950, afin de la faire appliquer à la rentrée 2007.
Dirigeants des syndicats et fédérations de l'enseignement, nous nous adressons à vous: pour nous il n'est qu'une question qui vaille, obtenir le retrait du projet de modification des décrets de 1950! Il est temps d'appeler à la mobilisation pour permettre le retrait du projet de modification des décrets! Vous refusez de siéger au CTPM du 11 décembre, mais pour quelle raison vous y rendre le 18?
Aujourd'hui prenez comme position:
-Boycott du CTPM du 18/12!
-Organisez et appelez à une manifestation de l'ensemble des enseignants au ministère, contre la tenue du CTPM;
-Appelez à une journée de grève pour permettre une telle manifestation.

Eléments de l'intervention au congrès départemental de la FSU 63

Motion sur les décrets de 1950
« Face à l'ampleur de l'attaque contenue dans le projet de modification des décrets de 50, le congrès départemental de la FSU se prononce pour la défense inconditionnelle des décrets de 1950 et le retrait du projet gouvernemental.
Sachant que nationalement le SNES et le SNEP ainsi que d'autres syndicats appellent à la grève le 18 décembre 2006, Le congrès demande à la direction de la FSU:
1) de décider de boycotter le CTPM du 18 décembre qui doit entériner le projet modifiant les décrets de 1950, et de faire connaître cette décision au plus vite
2) d'appeler à une manifestation nationale au ministère au moment même de la convocation de ce CTPM
3) de s'adresser aux autres directions syndicales de l'enseignement pour qu'elles adoptent la même position

Pour 11 Contre 30 Abstention 10 refus de vote 2

Motion retrait des troupes françaises du Tchad et de République Centre africaine
Le congrès de la FSU 63 se prononce pour le retrait immédiat des troupes françaises du Tchad et de Centre Afrique.
Il donne mandat au congrès national pour qu'il reprenne cette position et œuvre à la réalisation de l'unité de l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier sur cet objectif.

Pour: 32 Contre: 0 Abstentions: 17 Refus de vote: 1

Motion sur la question des retraites.
Le gouvernement Chirac Villepin Sarkozy prépare la deuxième offensive sur les retraites pour 2008 après l'adoption de la loi Fillon en 2003.

Pour avancer sur ses objectifs, il entend, comme en 2003 s'appuyer sur les travaux du Conseil d'Orientation des Retraites. Le rapport d'activité du prochain congrès de la FSU indique que la direction de la FSU participe " activement " au COR où elle fait valoir ses "propositions alternatives". En 2003, le COR a pu bénéficier, pendant plusieurs mois, de la participation active des directions syndicales, pour aboutir à un "diagnostic partagé". Celui-ci a permis au gouvernement Chirac Raffarin de porter un premier coup très lourd contre les retraites. Doit-on continuer ainsi?

Au contraire, le congrès de la FSU du Puy-de-Dôme, qui se tient le 12-12-2006, s'adresse à la direction nationale de la FSU : La FSU doit quitter immédiatement le Conseil d'Orientation des Retraites, instance de participation qui n'a pour but que la préparation d'une nouvelle contre réforme des retraites en 2008.
La FSU s'adresse aux autres fédérations de fonctionnaires et aux confédérations pour qu'elles reprennent la même position.

Pour: 9 ; Contre : 37 ; Abstentions: 3 ; NPPV: 0

Eléments de l'intervention au congrès FSU des Alpes-maritimes, 19 décembre

Motion sur la remise en cause des décrets 1950
Face à l'ampleur de l'attaque contenue dans le projet de modification des décrets de 1950, le congrès départemental de la FSU des Alpes-Maritimes se prononce pour le défense inconditionnelle des décrets de1950 et le retrait du projet gouvernemental. La participation à la grève du 18 décembre (plus d'un enseignant sur deux) le montre : les enseignants sont disponibles pour combattre jusqu'au bout pour la défense des décrets de 1950.
Attendre le 20 janvier, un samedi, lorsque tous les ministères sont fermés, pour appeler à une nouvelle manifestation, c'est laisser le passage au gouvernement. Dès maintenant, les dirigeants de la FSU doivent appeler à une manifestation centrale et nationale de toute la profession dès les premiers jours de janvier à paris, au moment où le gouvernement est présent, pour le retrait du projet de modification des décrets de 1950.

1 pour 30 contre 4 abstentions

Motion pour le retrait des troupes françaises du Tchad et de centrafrique :
Le congrès de la FSU des Alpes-Maritimes se prononce pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises du Tchad et de Centrafrique. Il donne mandat au congrès national pour qu'il prenne cette position et oeuvre à la réalisation de l'unité des organisations du mouvement ouvrier sur cet objectif.

(7 pour, 10 contre, 9 abstentions, 2 refus de vote)

II. Métallurgie

Conférence sur l'emploi et les revenus : 60 signatures du 5 au 8 décembre dans la métallurgie de la Loire.

Le 14 décembre, doit se tenir la « Conférence sur l'Emploi et les Revenus ». Selon son promoteur, Villepin, elle doit aboutir à un « diagnostic partagé » avec les organisations syndicales.
Nous savons très bien à quoi sert le « diagnostic partagé ». Ce fut celui du Conseil d'Orientation des retraites qui a préparé la contre-réforme de 2003. C'est celui du « Haut Conseil pour l'Assurance Maladie » qui préparé la « réforme » de la sécu de 2004. De plus la seule fois récente où le gouvernement s'est affranchi de la concertation, ce fut sur le Contrat Première Embauche. C'est pourquoi il a subi une défaite, sur la base du mouvement de la jeunesse : parce qu'il n'y a pas eu de « dialogue social » pour l'aider à faire passer sa politique.

Les revendications coulent de source:
- Augmentation générale pour rattraper le pouvoir d'achat perdu notamment depuis le passage à l'euro, alors que les actionnaires s'enrichissent de manière éhontée
- Gel des loyers, dont la flambée est provoquée par la spéculation immobilière.
- Aucun licenciement !

Satisfaire ces revendications exige d'affronter le gouvernement et le Medef, et pas de collaborer avec eux.
Alors que partout dans le pays, des usines ferment, que des intérimaires sont jetés dehors, des ouvriers licenciés, alors que les responsables de ces fermetures sont au Medef et au gouvernement à son service, s'associer à eux pour discuter « revenus », c'est les dédouaner, c'est les cautionner, c'est inacceptable !

Alors dirigeants confédéraux CGT, FO, ... :

Refusez de participer à la « conférence » du 14 décembre
Refusez de vous associer aux responsables de la vie chère et du chômage
Au contraire, préparez dans l'unité le combat d'ensemble nécessaire contre eux.

Ségolène Royal s'inféode le Parti Socialiste

Une victoire incontestable

Lors du congrès d'investiture du 26 novembre 2006, Ségolène Royal a été désignée candidate du Parti Socialiste pour la prochaine élection présidentielle. Cette désignation entérinait le résultat du vote des adhérents du PS qui s'était déroulé le 16 novembre 2006. Dés le premier tour, Ségolène Royal obtient une majorité absolue avec 107 743 voix (60,70 % des suffrages), loin devant ses rivaux. Dominique Strauss-Kahn arrive en deuxième position avec 36 510 voix (20,57 %), suivi de Laurent Fabius qui obtient 33 258 voix (18,73 %). La participation a été élevée : sur 216 969 adhérents inscrits, 178 632 ont voté soit 82,3%. Seuls 1121 bulletins blanc ou nuls ont été comptabilités (0,6 %). Seul le référendum interne au PS sur la Constitution européenne avait atteint un tel niveau de participation en décembre 2005 (83,13 %) mais avec beaucoup moins d'adhérents, puisque la campagne d'adhésion à 20 euros lancée de mars à mai 2006 a donné lieu à un afflux de plus de 80 000 nouveaux adhérents.

Sur 104 fédérations du Parti Socialiste, hormis la Seine-Maritime, la Haute-Corse et Mayotte restées fidèles à Laurent Fabius, Ségolène Royal arrive en tête et elle obtient de plus la majorité absolue dans 95 d'entre elles. Dans 42 fédérations son score dépasse la barre des 65%. Il s'agit d'un succès sans appel.

Pour ses rivaux, c'est une débâcle. Quelques jours avant le vote, ils tablaient, sans grand espoir à vrai dire, sur la possibilité d'un second tour. Tel n'a point été le cas. Dominique Strauss-Kahn franchit à peine la barre des 20% ; il n'arrive en tête dans aucune fédération et il est battu dans celles réputées comme constituant ses bastions (Puy-de-Dôme, Yvelines). Pour Laurent Fabius, c'est un camouflet : avec 18,73%, il se situe au-dessous du score réalisé par sa motion lors du congrès du Mans en novembre 2005, soit 21,17 %.

Ni la *« social-démocratie à la française »* du premier, ni la ligne *« résolument à gauche »* du second n'ont été à même d'endiguer la vague Royal.

Il est à noter que le vote Royal ne peut pas être vraiment différencié selon l'implantation géographique des fédérations, pas plus qu'en se référant aux votes lors du référendum interne de 2004 sur la constitution européenne ou sur les différentes motions présentées lors de la préparation du congrès du Mans.

> *« Le raz-de-marée pro Royal est particulièrement manifeste dans les fédérations rurales, où le vote prend parfois des allures de plébiscite. Par comparaison, Paris représente un mauvais score : elle arrive en tête, mais n'y obtient pas la majorité. Autre enseignement : Madame Royal obtient de très bons résultats dans les sections des quartiers populaires, comme à Clichy-sous-bois. (...) Elle peut aussi se prévaloir de rassembler au-delà du oui et du non à la Constitution européenne. En Basse-normandie où le non l'avait emporté avec 55 % des voix lors du référendum du PS, personne n'avait imaginé que Mme Royal l'emporterait (...) Mme Royal dépasse ainsi les scores du courant majoritaire de François Hollande au congrès du Mans (53,63 %) avec le soutien, alors, de M. Strauss-Kahn ».* (*Le Monde* du 18 novembre 2006)

C'est en bloc que les adhérents ont voté Royal.

« Trente ans d'un parcours solitaire au sein du parti »

C'est ainsi que *Le Monde* du 18 novembre 2006 résume la carrière politique de Ségolène Royal au sein du Parti Socialiste. Elle y adhère en 1978. Elle se déclare féministe mais *« elle ne participera pourtant jamais aux mouvements collectifs des années 1970-1980.» (Le Monde* du 18/11/2006*)*. Sortie diplômée de l'ENA en 1980, elle est *« remarquée par Jacques Attali en même temps que François Hollande pour faire partie des équipes de travail de l'Elysée. En 1982, Ségolène Royal devient chargée de mission de François Mitterrand pour la jeunesse, puis conseillère sur les affaires sociales (...) ».* Dans les petits papiers du Président. *« En 1988, elle obtient de se présenter dans une circonscription qui n'attire pas grand monde, à Melle, dans le département des Deux-Sèvres. Elle y sera constamment réélue, même aux heures noires du PS en 1993. Deux ans plus tard elle tente de conquérir Niort en se présentant, en vain, contre la maire sortant* [le maire PS Bernard Bellec, ce que *Le Monde* ne précise pas ! – ndlr], *provoquant une bagarre fratricide entre socialistes »* (*Le Monde* du 18/11/2006).

A 39 ans, Royal entre dans le gouvernement Bérégovoy où elle sera ministre de l'Environnement de 1992 à 1993. De 1997 à 2002 elle participe au gouvernement Jospin d'abord comme ministre déléguée à l'enseignement scolaire, puis à partir de 2000 comme ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.

Mais en réalité au sein du PS, elle se cantonne dans des seconds rôles. Elle ne s'engage pas dans les batailles des courants, s'efforce plutôt de rester dans l'ombre et se contente de suivre le sillage de son compagnon, François Hollande. L'une des rares prises de position tranchée qu'on puisse lui attribuer fût son soutien à Rocard quand ce dernier a tenté en 1993 par l'organisation des « états généraux de refondation » du PS de le transformer en « mouvement ».

Le Monde du 13 avril 2006 rappelle : *«Mais, fidèles à leur volonté initiale, M. Hollande comme Mme Royal ont toujours évité de s'inféoder à un courant. En 1995, lors de la première primaire socialiste pour le choix du candidat à l'Elysée, M. Hollande, chargé de l'économie auprès du premier secrétaire, Henri Emmanuelli, se tient à l'écart de la bataille qui oppose ce dernier à Lionel Jospin. Mme Royal, qui avait songé à être candidate, va plus loin encore dans le refus de choisir, en recourant à une formule cruelle _ « deux trains sont lancés l'un contre l'autre. Ecartez-vous des voies ! » - qui nourrira l'inimitié que lui porte encore l'ancien premier ministre... ».*

Avec François Hollande

François Hollande a un parcours politique bien déterminé qu'il est utile de rappeler aujourd'hui. Sélectionné lui aussi dés 1981 dans le club des conseillers de l'Elysée, Hollande a été l'inspirateur de ceux que on avait appelés, en 1984, les *« transcourants »* :

> *« L'acte fondateur de cette aventure avait été posé par un article publié dans Le Monde daté 16-17 décembre 1984 et intitulé « Pour être modernes, soyons démocrates ! ». Ce plaidoyer pour une modernisation de la politique invitait le PS à être « le parti de toute la société » et à « en appeler au réel bien plus qu'aux mythes ». La future députée des Deux-Sèvres avait accompagné de près le pari des « transcourants », dont le principal animateur était son compagnon, François Hollande. (...) Non dépourvus d'une fraîcheur un peu candide, les « transcourants » se disaient « attentifs autant au progrès social qu'à l'efficacité économique » et souhaitaient engager un débat sur « le mode de participation des électeurs à l'élaboration de la pensée politique » (Le Monde* du 13/04/2006).

L'initiative des « transcourants a fait long feu mais elle contenait en germe la « méthode » Royal dont Hollande est sans aucun doute l'un des principaux inspirateurs.

En 1993 Hollande prend la présidence des clubs *Témoins* patronné par Jacques Delors, présidence qu'il gardera jusqu'en 1997, restant depuis président d'honneur. Par la suite, Hollande et Royal ont su naviguer en fonction des circonstances et des retournements d'alliances à la direction du PS pour toujours rester placés dans la mouvance de la direction du parti et du gouvernement. En 1994, François Hollande est à la direction du PS auprès d'Emmanuelli. Présidents des clubs Témoins, il fera partie des ardents promoteurs de la candidature Delors à laquelle Emmanuelli se ralliera au congrès de Liévin. Après l'échec de la candidature Delors, Jospin effectue un premier come-back et s'empare de la direction du PS en décembre 1995 après avoir battu Emmanuelli dans le vote pour la désignation du candidat à l'élection présidentielle. Il s'engage à son tour, à pas mesuré, dans un processus de rénovation du PS, en s'appuyant sur ceux qui avaient été les principaux partisans de la candidature Delors (Mauroy, Aubry, Rocard). Hollande a pris le bon wagon. En 1995 il est l'un des porte-parole du candidat Jospin. En 1997, Jospin nommé premier ministre lui confie la direction du PS tandis que Royal intègre le gouvernement.

Jusqu'en 2004, malgré ses maroquins de ministre et son siège de députée, Royal n'est toujours pas cataloguée parmi les figures de proue du Parti Socialiste. Toujours dans la majorité autour de Hollande, elle ne se distingue pas. Sa véritable rampe de lancement à ce titre, qui lui permettra de donner libre cours à toutes ses ambitions, sera sa victoire lors des élections régionales en avril 2004 où elle bat la liste conduite par Jean-Pierre Raffarin, alors premier ministre, dans la région Poitou-Charentes.

D'une synthèse à l'autre

Lors du congrès du Mans, en novembre 2005, les dirigeants du PS ont réalisé la « synthèse » (voir sur le congrès du Mans *CPS n°23 (105)* du 3/01/2006). En conclusion du congrès, Fabius qui avait obtenu 21,2 % sur sa motion « Rassembler à gauche » et le NPS (23,6 %) se sont ralliés à la motion présentée par la majorité (Hollande, Aubry, Strauss-kahn, Lang). Pour Hollande, ce congrès a constitué un succès politique. Les oppositions s'étaient ralliées et étaient de ce fait momentanément muselées à l'ouverture d'une période difficile à négocier, celle de la désignation du candidat du PS.

Ces ralliements lui laissaient toutes les possibilités de manœuvrer pour laisser l'initiative au candidat (à la candidate...) de son choix politique... si ce n'est plus.

Il a pu sans obstacle engager le processus d'élaboration du « projet socialiste » sensé définir le programme du futur candidat du Parti Socialiste. Ce processus s'est achevé le 1er juillet 2006 lors d'une convention nationale où le programme du Parti Socialiste a été adopté sans véritable opposition (seuls ont voté contre 7 délégués proches du courant de Dolez et Filoche « Forces Militantes - Démocratie et Socialisme »). En réalité ce fut une nouvelle synthèse acceptée notamment par Laurent Fabius.

L'adoption du programme socialiste est une farce. Son contenu peut se dispenser de longs commentaires : pas de surprise, un programme de mise en œuvre d'une politique correspondant aux objectifs de la bourgeoisie qui en aucun cas ne remet en cause les contre réformes mises en œuvre par les gouvernements précédents, en particulier celles des retraites (loi Fillon), de la Sécurité Sociale ou encore les privatisations de EDF et de GDF.

Par ailleurs, personne n'est dupe, ce programme dés son adoption est remisé aux archives de la rue de Solferino, siège du PS. En effet, moulés dans le fonctionnement des institutions de la Ve république, les candidats du PS se présentent avec « leur » programme. Ainsi, en 1981, François Mitterrand a substitué au programme du Parti Socialiste « Changer la vie » ses 110 propositions ; il a récidivé en 1988 en publiant une « Lettre à tous les français » qui s'assoyaient allégement sur le programme proposé par le PS. En 1995, Lionel Jospin s'est lui assis sur les résolutions du congrès de Liévin en publiant juste avant la présidentielle un livre où il expose ses « propositions pour la France ». En 2002 il a publié un *« fastidieux programme intitulé « je m'engage ». Il enterre par la même le projet du PS coordonné par Aubry deux mois plus tôt. Pour enfoncer le clou, Jospin assène pendant le campagne : « Mon projet n'est pas socialiste » » (Libération du 8/06/2006).*

Pendant l'élaboration du projet, Hollande a maintenu, sans opposition, à la direction du Parti une orientation de soutien au gouvernement Chirac-Villepin, martelant, après sa défaite sur la question du CPE, que la prochaine échéance restait l'élection présidentielle de 2007.

Dans cette affaire, Royal s'est distinguée. Au moment où le Parti Socialiste se prononçait pour le retrait du CPE, en février 2006, elle multipliait les déclarations vantant les mérites de la politique de Tony Blair. *Le Monde* du 4 février 2006 commentait :

« Une provocation pour les uns, une bévue pour les autres. L'hommage rendu par Ségolène Royal à Tony Blair, dans le Financial Times du 2 février, sur sa politique en faveur des services publics et du traitement du chômage des jeunes, entre flexibilité et sécurité, a pris les socialistes de court au moment où, précisément, ils affrontent le gouvernement sur le contrat premier embauche. (...) A la fin du mois de novembre 2005, elle a déjà soutenu dans un débat organisé par le magazine The Economist et l'Institut Montaigne, un Think-tank libéral créé par Claude Bébéar, président du conseil de surveillance d'AXA, ce qu'elle considère comme un « juste deal »[un référence explicite au New deal de Tony blair - ndlr] : une plus grande flexibilité contre davantage de sécurité dans l'emploi des jeunes ».

Concomitamment, Hollande, avec Jack Lang en maître d'œuvre, a organisé à partir de mars 2006 l'opération d'adhésion *« à prix cassés »* (*Le Monde* du 11/03/2006). Pour 20 euros, les nouveaux adhérents, s'ils s'engageaient avant le 31 mai, obtenaient le droit de participer à la désignation du candidat du Parti Socialiste à l'élection présidentielle. Selon les statistiques, 90% des 80 000 nouveaux adhérents gagnés n'ont jamais eu aucun rapport avec le PS. Sans aucun doute cette opération va contribuer à faire en sorte que le candidat désigné par le Parti Socialiste soit celui de « l'opinion ».

Une candidature propulsée par la bourgeoisie

Ségolène Royal s'est peu impliquée dans la préparation du projet socialiste même si elle participé à la commission chargée de son élaboration. Après l'adoption du projet, elle a d'ailleurs à plusieurs reprises stigmatisés ceux qui ne cessaient de se référer au « *petit livre rouge* », format retenu par la direction du PS pour la publication du programme. Le congrès du Mans à peine clôt, elle a confirmé son intention d'être candidate à la candidature. Alors que ses principaux rivaux consacraient leur énergie à rassembler leurs troupes au sein du PS, elle s'est mise en campagne, délibérément, en dehors du parti. Cette campagne a véritablement commencée en janvier 2006 par son voyage au Chili pour apporter son soutien à la candidate du PS chilien, Michelle Bachelet.

En février, elle a lancé son site Internet *« désirs d'avenir »* et le mouvement vers la constitution d'un réseau de comités de soutien sous l'égide de l'association « désirs d'avenir », organisés en marge du Parti Socialiste. Son déplacement au Chili a été le point de départ d'une campagne de presse de promotion de sa candidature sans précédent. Pendant des mois, jusqu'au vote des adhérents du 16 novembre, quasiment pas un jour sans que la presse quotidienne nationale et régionale ne fasse l'article pour sa candidature. Le même traitement par la presse hebdomadaire. Cette campagne s'est amplifiée à partir du moment où l'opération de l'adhésion à 20 € a été lancée. Ainsi, *Le Monde* du 7 avril 2006 constatait : *« Ségolène Royal s'affiche à la « une » de quatre hebdomadaires. Sa photo souriante s'étale sur quatre couvertures. Ségolène Royale « fait » la « une », jeudi 6 avril de quatre hebdomadaires : Paris-Match, Le Nouvel Observateur, Le Point et VSD. Le soir elle sera sur le plateau de TF1, invitée du journal télévisé de Patrick Poivre d'Arvor. L'offensive médiatique est large ».*

La publication de sondages en sa faveur s'est aussi multipliée : la candidate préférée des sympathisants socialistes, très loin devant tous ses concurrents ; la seule pouvant espérer être présente au second tour ; celle qui pouvait battre Sarkozy... Au fil des articles de presse un même registre : elle bouscule les « éléphants du PS » qui rejettent sa manière « innovante » de faire de la politique et qui ne l'acceptent pas parce c'est une femme, registre réactionnaire dont Ségolène Royal ne se prive pas en particulier chaque fois qu'elle se sent en difficulté dans la polémique avec ses adversaires. Ce type de campagne de presse n'est pas nouveau. En 1981, Michel Rocard en a bénéficié : il était présenté selon les sondages comme le seul candidat du PS apte à battre Giscard (Rocard était partisan d'une non dissolution de l'Assemblée Nationale et d'une alliance avec le centre en cas de victoire...).

Il en a été de même en 1988. En 1994, Delors, qui a tenté d'obtenir l'investiture du Parti Socialiste tout en se présentant comme candidat de la collaboration avec le centre, a eu droit aux mêmes honneurs. Pour Royal les « médias » ont mis les bouchées doubles. En réalité, comme pour Rocard et Delors, cette campagne de soutien procède d'un choix délibéré de grands groupes capitaliste. Ce n'est un secret pour personne : la presse quotidienne et hebdomadaire, les chaînes de radio et télévision privées sont pour l'essentiel sous leur contrôle. Les Bouygues, Lagardère, Dassault, Rothschild ont largement le pouvoir, quand besoin est, d'orienter « la ligne éditoriale » des organes de presse dont ils sont les propriétaires. Pour eux, le choix a été clair : Ségolène Royal est la candidate rêvée. A partir de février, Ségolène Royal a parcouru le pays pour tenir meetings et réunions publiques organisés par les comités « désir d'avenir » et pour répondre à l'invitation d'un nombre croissant de fédérations.

Quant à son site Internet, *Le Monde* du 8/11/06 écrit :

«Ségolène Royal parle aux français. Elle flatte « leur intelligence collective », les invite à s'impliquer dans des « forums participatifs » sur tout un tas de sujets, et leur promet, où qu'elle se trouve, un « désir d'avenir » en phase avec le nom de son association de campagne. « ma star à moi, c'est vous ! », lance-t-elle un jour à son public, lors d'un meeting en Lozère. « Mon opinion est celle du peuple français », affirme-t-elle quand on l'interroge sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Quand elle parle de la nation ou de la sécurité « dans un monde sans repère », quand elle s'empare de la carte scolaire ou qu'elle dénonce les travers des 35 heures, Ségolène Royal se fait le porte-parole d'une majorité dont elle a pris le pouls et qui la soutien en retour dans les sondages ».

C'est effectivement la concrétisation de la méthode proposée par François Hollande en 1984 quand il ouvrait le débat sur *« le mode de participation des électeurs à l'élaboration de la pensée politique »*.
Royal s'est déplacée à Dakar (où elle s'est proposée de « rectifier » les accords de Sarkozy en matière d'immigration) et à la Réunion. Au sein du PS, pas une voix ne s'est élevée pour contester cette manière de procéder. Si on ose le dire, c'est du fait d'un « consentement mutuel » que Ségolène Royal s'est engagée. Autant la direction du PS que ses adversaires potentiels, tous lui ont laissé les mains libres.

« L'ordre juste »

Lors de réunions publiques en février et en avril 2006, Ségolène Royal a plaidé pour « un ordre juste ». Elle a déclaré *« Il faut rétablir un ordre juste par le retour à la confiance, par le retour de repères clairs, par le bon fonctionnement des services publics, par des règles d'honnêtetés (...) valables pour tous »*. Dans la revue *Politis* du 22 juin 2006, le sénateur Mélenchon a commenté : *« L ' « ordre juste » est employé par Ségolène Royal un mois et demi après la parution de l'encyclique du pape Benoît XVI, qui en fait un thème central et confie aux laïcs le soin de le prendre en charge »*.
Dans *Le Monde* du 4 juillet 2006, Michel Noblecourt a précisé *« Diable, Ségolène royal et Benoît XVI, même combat ! De fait M. Mélenchon a raison. Dans son encyclique « Deus caritas est » (« Dieu est amour »), publiée le 25 janvier, le pape écrit que « l'ordre juste de la société et de l'Etat est le devoir essentiel du politique ». Et l'ancien cardinal Ratzinger ajoute : « Un Etat qui ne serait pas dirigé selon la justice se réduirait à un grande bande de vauriens comme l'a dit un jour saint Augustin »*.
En mai 2006, Ségolène Royal évoquera une *« crise morale »* rappelant les années 1930 *« Au lendemain des manifestations de février 34, Léon Blum prononçait ces mots incroyablement taillés pour aujourd'hui : l'Assemblée nationale doit être assainie et renouvelée (...) Il y a un lien direct entre la détérioration des vertus publiques, l'insécurité sociale, et les risque d'affrontement démocratiques » (Le Monde* du 7/05/2006*)*.
A cette occasion à « l'ordre juste » elle a ajouté *« l'éthique »* en prenant *« pour référence le général de Gaulle et son époque : « Il y avait de la simplicité et de la grandeur »* (*Le Monde* du 7/05/2006).
Confirmant officiellement sa candidature à l'investiture présidentielle du PS, dans un meeting à Vitrolles, le 29 septembre 2006 Ségolène Royal s'est présentée ainsi:

« Tout au long de son discours, Mme Royal a exalté la nation et appelé à « refonder le pacte républicain ». « Plus les insécurités quotidiennes et sociales et les précarités gagnent du terrain, a-t-elle déclaré, plus les français ont mal à la France et plus ils s'inquiètent de la pérennité de la nation, moins ils sont portés à la vouloir généreuse avec les siens et hospitalière avec les autres ». Elle poursuit : « Le drapeau tricolore et la sécurité sociale, l'emblème de la République et les outils de la solidarité, voilà ce qui cimente en premier lieu l'appartenance commune(...). Car chez nous, on le sait, le national et le social marchent ensemble, et c'est l'Etat qui est garant de cette alliance ». (*Le Monde* du 1er octobre 2006*)*

Très clairement, ces discours résonnent comme ceux des néosocialistes des années 30, ceux-là même que la vielle SFIO exclura et dont une partie fera ultérieurement allégeance au régime de Pétain.

Derrière ces discours populistes et démagogiques, se profilent les positions les plus réactionnaires : développement de la « démocratie participative », remise en cause de l'existence des partis, encadrement militaire des délinquants, flicage des parents et instauration d'un ordre moral *(« Ainsi, au niveau de l'école primaire, Mme Royal envisage-t-elle, « au premier acte d'incivilité » de l'enfant, d'obliger les parents à suivre » un stage dans des écoles de parents » Le Monde* du 2/06/2006), destruction de la carte scolaire, allongement du temps de travail des enseignants, mise sous tutelle des allocations familiales, contre l'immigration, exaltation du travail, de la nation (la patrie) et de la famille. Voilà qui assurément a suscité l'intérêt et l'attention des sponsors de Marie Ségolène.

De biens piètres challengers

Parmi les challengers potentiels de Ségolène Royal figuraient Lionel Jospin, Jack Lang, Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn. Avant le dépôt officiel des candidatures, les deux premiers se sont débinés. Pour Lang, c'est assez simple : il n'était même pas en mesure de produire les 30 signatures de membres du conseil national soutenant sa candidature. Malgré les messages de popularité, en particulier dans la jeunesse, que lui renvoyait son miroir, ce foutriquet a dû renoncer. Il a de ce fait, pour préserver son avenir, rallié la candidature Royal, sommant son éditeur d'arrêter la publication d'un livre dans lequel il assassinait la candidate à la candidature.
Jospin a tenté un second come-back. Pendant près d'un an, il a sillonné la France pour présenter son livre à caractère programmatique *« Le monde tel que je le vois »*. Il a été reçu poliment par les fédérations du PS...en tant qu'ancien 1er ministre et « homme d'Etat ». Il semblait vouloir incarner, face à Ségolène Royal une ligne de défense du PS. Dans cette perspective, il tablait sur, outre la fidélité de ses partisans inconditionnels tel Daniel Vaillant et Bertrand Delanoë, le ralliement de Dominique Strauss-Kahn. En septembre, ce dernier a fait clairement savoir qu'il ne renoncerait pas.
Suite à sa lamentable prestation devant les jeunes militants lors de l'université du PS fin août 2006, où il s'est effondré en larmes, pleurnichant sur son propre sort, il a tenté une dernière sortie lors d'un débat devant une assemblée de militants à Lens le 16 septembre.
Mais ses larmes de crocodiles et sa prétention à se présenter comme un homme d'Etat d'expérience n'ont

pas permis de faire oublier que pour l'appareil il est le déserteur qui a abandonné le PS avant le second tour de l'élection présidentielle de 2002. Telle semble s'achever la carrière politique du sieur Jospin au sein du PS : lamentablement.

Restaient donc deux autres challengers, Strauss-Kahn et Fabius. Tous les deux ont exigé l'organisation d'un débat devant les adhérents. François Hollande en a été l'organisateur. La tenue de ce débat a été la caricature de l'adaptation du Parti Socialise au fonctionnement de la Ve république. Il faut rappeler qu'après que Rocard ait imposé la désignation du 1er secrétaire par le vote direct des militants et non plus sur la base du représentant de l'orientation majoritaire, c'est Jospin qui a instauré en 1995 la désignation du candidat du PS par un vote de ce type. Normalement, le candidat du parti devrait être celui désigné par la direction comme le porte-parole du programme. Tel n'est plus le cas.
Strauss-Kahn, bien mal inspiré par son féal Cambadélis, a emballé son paquet dans la perspective de l'instauration d'une « alternative fort éloignée du messianisme révolutionnaire », une social-démocratie à la française.
Dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 13 octobre 2006, Cambadélis la définissait ainsi :

> *« Cette nouvelle démocratie, c'est d'abord la rupture définitive avec le surmoi marxiste révolutionnaire de la gauche. C'est l'acceptation du compromis, qui implique le combat toujours nécessaire contre les dégâts sociaux et écologiques du capitalisme et la reconnaissance simultanée du dynamisme du marché, la sortie de l'incantation, de la déploration protestataire, le souci corrélatif de la création de richesse, de la croissance, de l'innovation sans laquelle la redistribution n'est qu'un slogan ».*

De plus « DSK » s'est illustré en prônant, par exemple, explicitement, l'autonomie complète des universités et la liquidation des régimes spéciaux de retraite.
Sur le fond la ligne de démarcation entre Ségolène Royal et Strauss-Kahn se limitait au refus de ce dernier de reprendre à son compte les discours populistes et démagogiques de la première.

Fabius quant à lui a voulu endosser les habits trop grands pour lui du Mitterrand des années 70. Il a passé une bonne partie de sa campagne à expliquer qu'effectivement, par le passé, il s'était trompé et qu'il avait enfin compris. Tout en se présentant comme le champion au programme adopté en juillet et en s'en faisant le plus ardent défenseur, il a cherché à pousser la barre à gauche se référant à plusieurs reprises aux mouvements contre la loi Fillon sur les retraites ou à celui contre le CPE. Mais lui aussi n'a pas été à même se rendre crédible auprès d'un partie significative des adhérents et de l'appareil pour espérer ne serait ce qu'arriver en deuxième position et imposer au moins un second tour à Ségolène Royal. Ses multiples actes de contrition n'ont pu effacer que pendant des années il a été l'homme des bases œuvres de Mitterrand contre le Parti Socialiste, le ministre qui au sein du gouvernement Jospin se faisait le porte-parole direct des exigences du capital... et qu'il avait été en son temps, comme Strauss-Kahn, parmi les promoteurs de la politique de Tony Blair. De plus, en acceptant par deux fois la synthèse, au Mans, première reculade spectaculaire qui annihilait son engagement pour le non au référendum, puis lors de l'adoption du projet de programme, il s'est tiré une balle dans chaque pied.

En réalité, les débats ont pesé pour peu dans le choix des adhérents. Face à Royal, Fabius et Strauss-Kahn ont été de biens piètres challengers. En réponse aux déclarations les plus provocantes de S.Royal, comme par exemple sur le temps de travail des enseignants, ils sont restés polis et timorés. De ce fait, sur le fond, rien ne distinguait vraiment les candidats à la candidature. Par contre auprès des adhérents et de l'appareil a été déterminant le tapage médiatique méthodiquement organisé autour de la candidature de Ségolène Royal.

L'appareil bascule

Durant la campagne interne François Hollande a affiché une neutralité de façade. En avril 2006, il n'a pas manqué lui aussi de publier son livre intitulé *«Devoirs de vérité »*, laissant ainsi planer le doute sur son éventuelle candidature. En réalité personne n'était dupe. C'est en connaissance de cause qu'il a lâché la bride à François Rebsamem, « n°2 » du PS pour qu'il puisse s'engager ouvertement en faveur de Ségolène Royal. Politiquement, il a été l'un des principaux inspirateurs de sa compagne. Le 3 octobre 2006 il déclarait, dans un entretien au *Monde* évoquant la candidature de Ségolène Royal *« Une candidature s'est incontestablement installée »*. Avec cette déclaration jésuitique, tout en réaffirmant qu'il se portait le garant d'un débat équitable, il confirmait son choix et celui de l'appareil du Parti Socialiste.
A partir de la mi septembre, en quelques jours, l'appareil du Parti Socialiste a basculé dans le camp de Ségolène Royal. *Le Monde* du 18 septembre expliquait encore *« L'appareil du PS résiste encore à Ségolène Royal »*.
Faisant des premiers comptes, *Libération* du 4 octobre 2006 indiquait que parmi les parlementaires (députés et sénateurs) 63 soutenaient Laurent Fabius, 80 Ségolène Royal, 48 Dominique Strauss-Kahn, parmi les présidents de région la répartition était établi, respectivement à 8, 8 et 0 ; enfin parmi les fédérations, les soutiens des premiers secrétaires se répartissaient ainsi, respectivement : 17, 40 et 8. Mais au-delà de cette apparence trompeuse, *Le Monde* du 9 octobre rectifiait pour le moins son appréciation. Il titrait : *« Mme Royal a désormais le soutien d'une grande partie des « barons » PS »*. Et indiquait : *« Bon gré, mal gré, ceux qui attendaient François Hollande rejoignent le camp Royal. Résultat : en quelques jours, la favorite des sondages est devenue la candidate de l'appareil socialiste »*. L'expression est juste : l'appareil a choisi « la favorite des sondages », s'alignant par ailleurs sur les adhérents.
Ce qui a déterminé dans son choix, c'est avant tout le fait que, propulsée par les médias, la candidature Royal a été

perçue comme la seule qui permette d'envisager une défaite des candidats des partis bourgeois en 2007, ouvrant ainsi la perspective d'un retour au pouvoir du PS.

Un succès pour la bourgeoisie

De son côté, Hollande s'est employé à réaliser les conditions d'une candidature sans rivage à droite. A la veille de l'investiture de Royal un accord a été conclu avec le PRG. Le 25 novembre 2006 ce parti croupion (9 000 adhérents officiellement) a décidé de ne pas présenter de candidat et de soutenir la candidate du PS en échange d'un cadeau... royal de 35 circonscriptions « réservées » et une place au bureau national du PS élargi afin de constitué un conseil politique de campagne. Dans la même logique un accord a été conclu avec le MRC, parti tout aussi croupion (4 600 adhérents) de Jean-Pierre Chevènement. Le ralliement de ce dernier a illustré ce qu'est la méthode Royal. Chevènement avait annoncé sa candidature. Il faillait l'aider à faire passer la pilule de son retrait au sein du MRC. A cet effet, Ségolène Royal n'a pas hésité : lors du congrès du Parti Socialise Européen à Porto, le 8 décembre, elle s'est lâchée par une déclaration contre les pouvoirs de la Banque Centrale Européenne, déclaration sans conséquence pratique bien évidemment. Le 10 décembre Chevènement retirait sa candidature au profit de la candidate en échange de la « libération » de 10 circonscriptions pour le MRC et d'un siège au conseil politique de campagne en la personne de Chevènement lui-même. Ce n'est pas fini. Hollande espère conclure un accord avec les Verts...en échange de 25 circonscriptions qui sont d'ores et déjà « gelées ». Par ailleurs, en mai 2006, deux des partisans de poids de Royal, Gérard Collomb et Julien Dray, n'excluaient pas un rapprochement avec François Bayrou. *Le Monde* du 20 mai 2006 rapporte : *« Julien Dray, porte-parole du PS, avait estimé sur i 'lé qu' « à ce stade » il n'était pas envisageable, pou es socialistes, de gouverner avec les centristes, mais que, « dans le cadre d'un repositionnement politique, tout est ouvert » ».*
Suite à son investiture, Royal a constitué son équipe de campagne affirmant ainsi qu'elle entend cantonner dans un second rôle le bureau national du PS élargi. A noter que cette équipe ne comprend pas moins de trois « spécialistes » reconnus des questions de sécurité (Rebsamen, Dray et Menucci). Elle a clairement indiqué que sa campagne s'organiserait en premier lieu autour des comités « Désirs d'avenir ». *Le Monde* du 22décembre 2006 indique *« Ségolène Royal mène campagne à distance du Parti Socialiste ».* Déjà, lors de ses interventions publiques, les logos, couleurs et affiches du PS sont relégués au second plan, masqués par ceux de l'association *Désir d'avenir*.

Il est particulièrement significatif qu'une fois sa désignation acquise, l'un des premiers actes politiques de Ségolène Royal ait été d'effectuer une tournée au Liban. Elle affirmait ainsi sa détermination à prendre pleinement en charge les intérêts de l'impérialisme français. Certes elle s'est fait piégée dans une réunion en présence du Hamas, certes elle a été maladroite en malmenant l'Iran alors que justement l'impérialisme français souhaite ménager le régime iranien du fait de ses gros investissements dans ce pays. Mais l'intention était là et c'est l'essentiel à ce stade.

La désignation de Ségolène Royal comme candidate du Parti Socialiste est un succès pour la bourgeoisie, qui a réussi à imposer son choix, là où elle avait échoué avec Rocard puis Delors. La candidature de Ségolène Royal constitue pour le prolétariat et la jeunesse la candidature la plus repoussante et la plus désarmante qu'il soit. Est significatif le fait que l'appareil de l'UMP s'en réjouisse tel Devidjan qui a déclaré qu'il « votait » Royal.
La victoire de Ségolène Royal constitue une étape dans la marche à la dégénérescence du PS en tant que parti issu du mouvement ouvrier. Le fait que ses déclarations ultra réactionnaires sur la sécurité, le temps de travail des enseignants et autres n'aient pas donné lieu à des manifestations significatives de rejet tant au niveau des adhérents de base que de celui de membres d'appareil en dit long sur l'état de décomposition du Parti Socialiste. En faisant les comptes on peut politiquement parlant additionner les scores de Ségolène Royal et de Dominique Strauss-Kahn. Ce dernier, battu piaffe d'impatience en attendant que la candidate fasse appel à sa compétence et lui laisse une chance de rejoindre le camp des vainqueurs potentiels. Cette addition laisse peu de place à ceux, qui malgré tout ce que le personnage a de repoussant, se sont tournés vers la candidature du Fabius pour tenter de défendre une certaine continuité historique du Parti Socialiste comme parti ouvrier. Bon gré, mal gré, même Emmanuelli et le sénateur Mélenchon, qui a renoncé à faire équipe avec la « gauche de la gauche » se sont ralliés. La bourgeoisie fera tout ce qu'elle pour que le processus de mutation vers la dégénérescence totale du PS se poursuive. Une étape a incontestablement été franchie dans cette direction. François Hollande et Ségolène Royal sont parti d'ores et déjà parti prenante pour préparer la prochaine. *« Devant les cadres du PS rassemblés le 17 décembre 2006, Ségolène Royal « promeut une campagne participative moins traditionnelle et appelle à s'adresser aux « Français les plus éloignés du militantisme »* (*Le Monde* du 20/12/2006). Lui faisant écho, dans l'éditorial de *L'Hebdo des socialistes* du 30 décembre 2006, François Hollande écrit *« Le parti socialiste ne change pas de nature, mais il a incontestablement changé de mesure. L'arrivée massive de nouveaux militants (qu'il faudra bien cesser d'appeler ainsi avec le temps) a permis d'élargir notre implantation sur le territoire et de mieux représenter la diversité de la société française ».* Bien que déconfis, marginalisé et désabusé Lionel Jospin a déclaré à son dernier carré de fidèles *« Après les élections, que la gauche ait gagné ou non, il y aura une nécessaire reconstruction du PS »* (*Le Monde* du 26/10/2006).
Le terme reconstruction n'est pas approprié, mais sur le fond c'est l'avenir du PS qui est l'enjeu.

31/12./2006

Algérie : un pouvoir usé et corrompu, une classe ouvrière désarmée

Voilà un peu plus d'un an, le 31 décembre 2005, A. Bouteflika, rentrait dans son pays après plus d'un mois passé à Paris pour se faire soigner. Début septembre 2006, il réapparaissait après cinquante jours d'absence, cette fois-ci sans raison, après avoir annoncé, en juillet, qu'un nouveau référendum, portant sur la révision de la constitution algérienne, se tiendrait avant la fin de la même année. Depuis, ce référendum a été renvoyé aux calendes...

La corruption et la lutte de clans déchirent le pouvoir algérien usé jusqu'à la corde. Ce dernier parvient à se maintenir uniquement en raison de l'impuissance d'une classe ouvrière et une jeunesse extrêmement combatives mais désarmées de par l'absence d'un parti ouvrier. Cette combativité se manifeste quotidiennement par la lutte contre l'exploitation et l'oppression, des émeutes multiples qui éclatent régulièrement partout dans le pays, et surtout les nombreuses grèves, dont celles des enseignants, qui marquèrent la lutte des classes de ces dernières années en dépit des menaces et de la répression. Fait nouveau : la place grandissante occupée par des organisations syndicales indépendantes de l'UGTA, organisations dont les enseignants en particulier se sont servis dans leur combat contre le gouvernement. Voici donc les principaux traits de la lutte des classes en Algérie de ces dernières années que nous souhaitons dégager.

Le référendum de 2005 sur la « Charte pour la paix et la réconciliation nationale », succès pour le pouvoir

En 1999, le pouvoir algérien avait fait adopter par référendum la loi dite de la « Concorde civile » La question aux électeurs était ainsi posée : « *êtes-vous pour ou contre la démarche du président de la République visant à la réalisation de la paix et de la concorde civile ?* ».

Cette formulation suffit à démontrer le caractère ouvertement plébiscitaire de ce premier référendum. Officiellement, le « oui » remportait 98,6 %, le taux de participation atteignant 85 %. Pourtant, même promulguée dès le début de l'année 2000, cette loi ne donna pas entièrement les résultats escomptés, sinon de tenter de légitimer auprès de l'opinion publique un président fait par la hiérarchie militaire (une victoire annoncée avant même la tenue des élections, ce qui avait provoqué, en 1999, le retrait de tous les autres candidats à la veille du premier tour). Pour le souligner, l'un des membres les plus éminents de la hiérarchie militaire, le général Larbi Belkheir, ministre de l'Intérieur en 1992, surnommé le « parrain », deviendra en septembre 2000, le conseiller de Bouteflika.

Une nouvelle étape a été franchie quelque six ans plus tard, en septembre 2005, avec la « *Charte pour la paix et la réconciliation nationale* », adoptée également par référendum. Le « oui » obtint cette fois-là plus de 97 % des suffrages exprimés, avec une participation de plus de 80 % en moyenne sur l'ensemble du pays. Décidément, le pouvoir algérien sait organiser les choses... Mais en Kabylie, où les principaux partis dans la région (le FFS et le RCD) avaient appelé au boycott, la participation ne s'élevait qu'à quelque 9 % dans la wilaya de Tizi Ouzou et à 7 % dans celle de Béjaïa.

Pour obtenir ce « oui » massif à l'échelle nationale (et sans nous attarder sur les « irrégularités » qui semblent la règle de tout scrutin organisé par le pouvoir en Algérie), il fallait donc que les partis politiques acceptent de jouer le jeu de l'union nationale en appelant à voter « oui » au référendum, suivant en cela un président promu par les généraux et installé avec leur aide. Parmi ces partis, on trouve bien sûr le FLN et le RND (un clone du précédent), tous deux majoritaires à l'Assemblée nationale, mais aussi, en particulier, le Parti des Travailleurs, affilié à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, qui alla jusqu'à s'associer au secrétaire général du FLN, A. Belkhadem, par ailleurs Premier ministre, et d'autres partis favorables à Bouteflika, pour demander la prorogation de la date du 28 août 2006, délai pour bénéficier de l'amnistie résultant de la Charte. Le soutien jusqu'au bout.

Couvrir les généraux des massacres commis contre le peuple algérien

Voilà ce qui a permis que l'objectif recherché par ce référendum-plébiscite sur la Charte soit atteint. Le terme même de « réconciliation » exprime l'objectif de réaliser cette union nationale. Mais pourquoi faire ? La fonction de ce « pacte » est bel et bien d'interdire que soit mise en lumière la responsabilité de la hiérarchie militaire, des services de sécurité, de la police, de la gendarmerie, des milices armées par le pouvoir, de la justice et de tous les rouages de l'appareil d'état bourgeois dans le massacre de plus de 200 000 Algériens depuis 1992 et dans la disparition de milliers d'autres. Il s'agit bien de couvrir les crimes des généraux et des colonels, parmi lesquels Nezzar, Mediene, Lamari, Belkheir, Tartag, Djebbar, Malek et leurs complices.

Ainsi, le texte « portant convocation du corps électoral pour le référendum du jeudi 29 septembre 2005 relatif à la réconciliation nationale » stipule :

« Article 1. RECONNAISSANCE DU PEUPLE ALGÉRIEN ENVERS LES ARTISANS DE LA SAUVEGARDE DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Le peuple algérien tient à rendre un vibrant hommage à l'Armée nationale populaire, aux services de sécurité ainsi qu'à tous les Patriotes et citoyens anonymes qui les ont aidés, pour leur engagement patriotique et leurs sacrifices qui ont permis de sauver l'Algérie et de préserver les acquis et les institutions de la République. En adoptant souverainement cette charte, le peuple algérien affirme que

nul, en Algérie ou à l'étranger, n'est habilité à utiliser ou à instrumentaliser les blessures de la tragédie nationale pour porter atteinte aux institutions de la République algérienne démocratique et populaire, fragiliser l'Etat, nuire à l'honorabilité de tous ses agents qui l'ont dignement servie ou ternir l'image de l'Algérie sur le plan international. »

Plus loin :
« IV. MESURES D'APPUI DE LA POLITIQUE DE PRISE EN CHARGE DU DRAMATIQUE DOSSIER DES DISPARUS

Le peuple algérien rappelle (...) que le drame des personnes disparues est l'une des conséquences du fléau du terrorisme qui s'est abattu sur l'Algérie. (...) Le peuple algérien souverain rejette toute allégation visant à faire endosser par l'Etat la responsabilité d'un phénomène délibéré de disparition.»

Plus tard, les textes d'application de la Charte insisteront :
« Article 45 : Aucune poursuite ne peut être engagée, à titre individuel ou collectif, à l'encontre des éléments des forces de défense et de sécurité de la République, toutes composantes confondues, pour des actions menées en vue de la protection des personnes et des biens, de la sauvegarde de la Nation et de la préservation des institutions de la République algérienne démocratique et populaire. »

Et l'article 46 énonce que :
« Est puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans et d'une amende de 250000 à 500000 dinars quiconque qui, par ses déclarations, ses écrits ou tout autre acte, utilise ou instrumentalise les blessures de la tragédie nationale, pour porter atteinte aux institutions de la République algérienne démocratique et populaire, fragiliser l'Etat, nuire à l'honorabilité de ses agents qui l'ont dignement servie, ou ternir l'image de l'Algérie sur le plan international. »

Même *Amnesty International* reconnaît que :
« les éléments réunis par les victimes de violations des droits humains, leurs proches et des défenseurs des droits humains, constituent un ensemble prouvant la responsabilité des forces de sécurité et des milices armées par l'État dans les violations des droits humains commises depuis 1992. Parmi ces violations figurent la torture, les « disparitions » et les exécutions extrajudiciaires, qui constituent de graves infractions au droit international ; dans certains cas, ces violences se sont produites à une si grande échelle et de manière tellement systématique qu'elles constituent un crime contre l'humanité. »

Pourtant, après ces référendums, l'état d'urgence décrété en 1992 reste en vigueur et, pour ne prendre qu'un exemple, l'un des hommes le plus accusés d'exactions, Mhenna Djebbar, a été promu général par Bouteflika le 5 juillet 2005, date symbolique de l'indépendance. Pendant ce temps, les lois répressives s'abattent sur la presse, des journalistes se retrouvent en prison, des dirigeants enseignants en grève sont arrêtés. Face à cela, l'un des premiers mots d'ordre à mettre en avant doit être : A bas l'état d'urgence ! Droit d'organisation, de presse, de manifestation ! Et rien que pour cela, un parti ouvrier aurait appelé à voter non au référendum, qui plus est un parti qui oserait se prétendre révolutionnaire !

Au contraire de ces mots d'ordre qui relèvent des revendications démocratiques les plus élémentaires, d'autant qu'au nom de l'état d'urgence sont arrêtés des journalistes qui osent mettre en cause le régime dans leurs articles, Louisa Hanoune et le PT ont soutenu la Charte. Voici ce qu'en dit *El Watan*, du 25 septembre 2005 :

« Dans une salle à moitié vide, Mme Hanoune s'est longuement attardée à développer la raison du soutien de son parti de la démarche du président de la République, affirmant que « la charte pour la paix et la réconciliation nationale est une démarche politique algéro-algérienne et offre des garanties pour venir à bout de la crise ». Selon Mme Hanoune, « l'important est que l'Etat prenne en charge les dossiers des disparus et des exilés, et de faire en sorte que les travailleurs, injustement licenciés, réintègrent leurs postes de travail ». Aux yeux de la secrétaire générale du PT, par ailleurs, « la campagne pour le référendum du 29 septembre prochain aide à la clarification, car il y avait trop de confusion auparavant ». Réaffirmant sa position hostile à toute ingérence étrangère dans les affaires du pays, Mme Hanoune a rappelé « les pressions et les chantages politico-économiques exercés par les institutions internationales », avant d'appeler les Algériens à s'unifier, car, pour elle, « la solution vient de l'intérieur et non de l'extérieur ». Mme Hanoune s'est, comme à son habitude, acharnée contre « la mondialisation qui nous a ramenés, selon elle, une décomposition sociale ».

Et les vrais responsables ? Le pouvoir ? Silence radio. Après les élections, Hanoune estimera que le peuple algérien « *a consacré la paix et la réconciliation telles que contenues* » dans le projet. « *Ce référendum* », dira-t-elle lors d'une conférence de presse après l'annonce des résultats, « *a permis au peuple algérien de renouveler son engagement pour l'unité, la sauvegarde de la souveraineté nationale* ». Et d'ajouter que les résultats du référendum ouvrent de « *nouvelles perspectives pour le peuple algérien, notamment dans le développement économique et l'emploi et consolideront le retour de l'Algérie sur la scène internationale* ». Faut-il commenter ?

Avec la complicité de l'impérialisme, l'impérialisme français au premier rang

Complices de la mascarade qu'ont représenté les élections présidentielles qui ont porté Bouteflika au pouvoir en 1999, complices des référendums destinés à blanchir la hiérarchie militaire, les représentants des différents impérialismes, en particulier ceux de l'impérialisme français, défilent à Alger, quand ce n'est pas Bouteflika qui est reçu en grande pompe dans les capitales étrangères.

En mai 2006, une délégation du Medef suivi, quelques jours plus tard du ministre français délégué à l'industrie, François Loos, avaient permis de déboucher sur un important accord entre le groupe français La Poste et Algérie-Télécom. Quelques jours plus tôt, un accord de coopération avait été conclu pour la formation des cadres algériens par le Centre de formation de la profession

bancaire (CFPB), organisation professionnelle du Medef. Le vice-président du Medef pouvait alors déclarer :
« On peut dire que le temps des politiques n'est pas celui des entreprises et que les deux univers sont déconnectés. Nous sommes allés à Alger l'estomac un peu noué mais, sur place, nous avons constaté que nos partenaires algériens étaient comme nous : ils restent déterminés à aller de l'avant et à ne pas se laisser intimider par les soubresauts politiques ».

Du 1er au 8 juin 2006, se tenait la 39e Foire internationale d'Alger. A cette occasion, pas moins de 325 entreprises françaises étaient représentées, la France restant de très loin le premier fournisseur de l'Algérie et le premier investisseur dans ce pays. 200 entreprises françaises sont installées en Algérie, les investissements français ayant progressé de 74 % entre 2004 et 2005.
Pourtant, malgré les tentatives de normalisation de la situation politique, l'environnement économique n'est pas propice aux investissements. Pour les entreprises étrangères, il faut faire avec les difficultés et lenteurs administratives, la corruption, l'archaïsme du système bancaire (il fallait encore, il y a peu, quatre mois pour qu'un chèque soit crédité), le manque de main d'œuvre qualifiée, le retard sur les privatisations qui brident les investissements... Autant d'obstacles propres à décourager les plus hardis et les plus entreprenants.
Mais la bonne volonté ne manque pas. Ainsi, le Club de Paris acceptait le 10 mai 2006 le remboursement anticipé par l'Algérie de 8 milliards de dollars de dette, la France, encore elle, ayant usé de son influence en ce sens.

Car derrière les effets de galeries et les frictions politiques de façade (autour de la question du « rôle positif de la présence française, notamment en Afrique du Nord », article 4 de la loi du 23 février 2005), l'impérialisme français, ancienne puissance coloniale, a tout intérêt à conforter ses positions en Algérie, d'autant plus qu'il y est très sérieusement concurrencé par les autres impérialismes. D'un autre côté, le pouvoir algérien a besoin du soutien politique et économique de l'impérialisme français.

Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que N. Sarkozy, qui a fait pourtant grand bruit ici avec ses déclarations sur la « racaille » des banlieues, soit reçu en ce 14 novembre 2006 en « ami » et, selon ses dires, dans un climat « très cordial et amical ». Bouteflika a même ajouté, à cette occasion, à propos de la question de la colonisation : « *Je ne veux pas parler de ce problème aujourd'hui parce que je ne voudrais pas que mon opinion engage mon ami Nicolas Sarkozy* ». Honni soit qui mal y pense...
Surtout, vite oublier que A. Belkhadem, secrétaire général du FLN et Premier ministre, qui recevait F. Hollande, premier secrétaire du parti socialiste, lui aussi en visite à Alger (en juillet 2006), avait déclaré à son invité : « *vous êtes le bienvenu, M. Hollande, mais pas " M. Racaille ". Lui, on ne veut pas le voir, jamais !* ». Entre juillet et novembre, de l'eau a coulé sous les ponts.

Cela n'empêcha pas « l'ami Bouteflika » de stigmatiser « la France », à l'occasion de l'anniversaire des massacres de Sétif du 8 mai 1945, pour son « *crime de colonialisme* » et regretté que « Paris » n'ait pas présenté « *des excuses publiques et solennelles* ». Cela ne l'empêcha pas non plus de recevoir, certes fraîchement, le ministre des affaires étrangères Douste-Blazy en visite officielle à Alger en avril 2006.
Ces déplacements, ces rencontres, ces empressements se sont intensifiés ces derniers temps comme on vient de le voir, toujours aux moments opportuns pour soutenir le pouvoir algérien.
C'était Alliot-Marie à Alger en juillet 2004, marchande d'armes au pouvoir algérien quelques semaines après la réélection de Bouteflika avec 83,5 % des voix, un scrutin dont même A . Benflis, ancien bras droit du Président et ancien Premier ministre, dira : « *je ne reconnais pas ces élections basées sur la fraude généralisée* ».
C'était Chirac qui, le recevant en France quelques semaines plus tôt, « *a tenu à féliciter M. Bouteflika, avant même la confirmation des résultats de l'élection par le Conseil constitutionnel algérien, pourtant saisi par l'opposition.* » (*Le Monde* du 11-12 avril 2004).
C'était encore Chirac qui, en mars 2003, en tournée pendant trois jours en Algérie en compagnie de Bouteflika, fut accueilli à sa descente d'avion par le Président algérien, son directeur de cabinet le général Belkhier, de même que le ministre de la défense, le général Lamari. Deux hommes de triste mémoire pour le peuple algérien.

Tenter de poursuivre la politique des privatisations

Il est crucial pour la bourgeoisie compradore algérienne de rationaliser l'activité économique, de moderniser son appareil de production, tant pour son propre compte (sous peine de disparaître) que pour permettre l'ouverture du marché aux impérialismes (français mais aussi américain, allemand, italien, anglais...)
Or, la tentative d'accélérer la privatisation des secteurs clés de l'économie algérienne (hydrocarbures, poste et télécommunications, etc.) comme des entreprises de moindre importance, question récurrente que les gouvernements tentent de résoudre depuis des années, s'est toujours heurtée aux intérêts d'une maffia installée aux postes de commande de ces entreprises.

Ainsi, alors que le Premier ministre A. Ouyahia annonçait en 2004 que « *hormis trois entreprises, tout sera privatisé* », la « stratégie » économique semble une nouvelle fois remise en cause. En 2006, le gouvernement parle de 100 entreprises à préserver. Pourtant, ce serait tout de même 1500 entreprises publiques qui ont été vendues à la longue avec, pour conséquence, des centaines de milliers de licenciements (1 200 000 au dire du PT).
Mais l'événement le plus marquant, qui fit véritablement l'effet d'une farce, fut le rebondissement spectaculaire sur l'affaire des hydrocarbures, et dont l'examen pourra nous dispenser de tout autre exemple tellement son caractère est illustratif. Après avoir fait adopter à la hussarde en avril 2005 par l'Assemblée nationale « la loi sur les

hydrocarbures », avec l'accord de l'UGTA, une loi qui tendait à la privatisation de la Sonatrach, après avoir décidé de la promulguer, A. Bouteflika en ordonne le retrait ! « *Les erreurs sont inévitables* », aurait dit le Président devant les cadres de la nation le 27 décembre 2006, et « *il faut savoir redresser la situation* ». Cet épisode (comique s'il ne menaçait pas des dizaines de milliers d'emplois) en dit long sur ce qui se passe en coulisse et sur l'influence des vrais décideurs de la politique que suit le gouvernement algérien. Il n'était pas question pour ceux-ci de perdre le contrôle de la gestion du pétrole qui constitue une énorme source de revenus, une rente colossale qu'ils ne sont pas prêts de céder : les réserves de change ont atteint en effet la somme gigantesque de 75 milliards de dollars (12 milliards en 2000, ce qui était déjà un chiffre record). Selon *El Watan* du 27 décembre 2006 :

« Mais où va l'argent du pétrole ? Pour tenter une réponse à cette interrogation récurrente, Bouteflika a préféré s'attaquer aux « assertions » des « commentateurs » qui, à ses yeux, se sont fourvoyés dans « des analyses faussement expertes et des affirmations douteuses, voire malveillantes sur une prétendue imprévoyance des pouvoirs publics à l'égard de l'utilisation du surcroît de nos ressources pétrolières ainsi que sur leur mauvaise gestion ». Aussi a-t-il profité du discours pour « clarifier le débat » en commençant par rappeler le processus de payement par anticipation de la dette extérieure fixée actuellement à 4,7 milliards de dollars (une manière de donner le change, ndlr). »

Mais c'était certes pour des raisons beaucoup plus louables que L. Hanoune et le PT s'étaient opposés avec virulence au « projet de loi sur les hydrocarbures », considéré comme le préambule à « *la fin de la souveraineté nationale* ». *El Watan* du 26 février 2005 rapportait :
« Mme Hanoune reste convaincue qu'il s'agit d'« un complot venu de l'étranger qui vise à brader nos richesses ». Elle ne doute pas qu'une fois la nouvelle loi appliquée, l'Etat perdra la puissance au profit des multinationales.» (a ajouté L. Hanoune, ndlr).

Et c'est sur une telle orientation que le PT aurait rassemblé un million de signatures...contre le « complot de l'étranger », qui semble avoir été déjoué, maintenant que Bouteflika est revenu sagement sur sa décision.

Une économie plus que jamais déficiente et dépendante

En apparence, l'économie algérienne est stable et en bonne santé, et l'endettement extérieur du pays en diminution (15 % du PIB contre 35 % en 2003). Mais cette situation repose exclusivement sur la conjoncture pétrolière. Qu'il suffise d'indiquer que le budget 2005 a été établi sur la base de 19 dollars le baril alors que celui-ci se situait à près de 60 dollars !
Pourtant, l'énormité des réserves de change (75 milliards de dollars fin 2006, rappelons-le !) est plus un signe de faiblesse de l'économie algérienne et de dépendance vis-à-vis des états impérialistes que de force. Car celles-ci sont dues uniquement à la hausse considérable du prix du pétrole. En outre, le pétrole représente 97 % des recettes à l'exportation et environ 40 % du PIB en 2005, tandis que la fiscalité pétrolière représente 70 % des revenus fiscaux. Un château de cartes qui s'écroulerait si la conjoncture venait à se retourner.

En réalité, à la Sonatrach (compagnie algérienne de recherche, d'exploitation et de commercialisation, 11e groupe pétrolier à l'échelle internationale et représentant 30 % du PNB), la croissance est inférieure aux prévisions. Cela s'explique par une baisse de la production due à des problèmes d'exploitation et de maintenance, qui soulignent la faiblesse des infrastructures, des équipements et des capacités d'exploitation (par exemple, au groupement Berkine, 12000 barils par jour sur les 25000 prévus). « *Le bilan 2006 a été positif et malgré une baisse dans la production de certains produits, il y a eu globalement une augmentation et une valorisation très intéressantes* », est obligé de reconnaître M. Meziane, PDG de Sonatrach.

Pourtant, le pétrole pourrait être une arme redoutable entre les mains d'un gouvernement qui s'attacherait à défendre les intérêts de la population laborieuse et à satisfaire ses revendications. Mais dans les conditions actuelles, la rente pétrolière nourrit la corruption, l'incompétence et la misère.

Lutte de clans, guerre de gangs

De ce point de vue, les péripéties survenues autour de la loi sur les hydrocarbures illustrent de manière magistrale les luttes de clans mafieux qui se manifestent jusqu'aux plus hauts sommets de l'état. Tout récemment encore, le procès de Khalifa, ce fils d'un ex-dirigeant des services secrets qui parvint à construire un empire économique colossal en quelques années seulement, démontre, par ses silences et ses zones d'ombres, le rôle qu'ont pu jouer dans cette affaire les ministres (anciens et actuels) et les hauts fonctionnaires. Ainsi que le souligne *Libération* du 9 janvier 2007 : « *qui a donné ordre à la Sécurité sociale et aux assurances de la Sonatrach de transférer leurs fonds à la Khalifa banque ?* » Un procès qui pourrait représenter une véritable « bombe à fragmentation » comme l'écrit *El Watan.*

Cette lutte qui déchire les différents clans marque en effet la vie « politique » algérienne, la rente pétrolière aidant aujourd'hui le système à se maintenir car jamais les caisses de l'état n'ont été aussi pleines. Mais tout explosera un jour ou l'autre.

D'ailleurs cette guerre a connu des rebondissements fracassants dans la lutte qui a opposé Bouteflika à son

ancien bras droit, A. Benflis, pour le contrôle du FLN (parti majoritaire à l'Assemblée nationale) position cruciale avant l'élection présidentielle de 2004. Avec l'aide de la justice, des « *redresseurs* » (pseudos contestataires du FLN...) et de nervis, Bouteflika parvint à interdire au parti de tenir son congrès extraordinaire, au point que même le président de la cour d'appel d'Alger, cour qui pourtant avait pris la décision d'interdire en référé le congrès, dénonça le procédé. En conséquence, sept ministres membres du FLN et partisans de son secrétaire général démissionnaient en bloc du gouvernement... tandis que sept autres, partisans de Bouteflika, mais également membres du FLN, y restaient !

« *La difficulté des clans militaro-policiers à s'entendre sur le candidat le plus à même de garantir leur pérennité de leur pouvoir et de leurs intérêts est à l'origine d'une crise si grave qu'elle a débordé le huis-clos traditionnel* » résume H. Aït Ahmed, président du FFS dans une tribune libre publiée dans *Le Monde* du 3 novembre 2003.

En conclusion, Bouteflika parvint à s'imposer par ce coup de force. Il donna par la suite des gages à la hiérarchie militaire en nommant comme Premier ministre, avant les élections présidentielles, A. Ouyahia, un homme connu pour sa « loyauté » envers les « décideurs » (comme on appelle ici les hommes forts de la « grande muette ») et qui avait été déjà Premier ministre du général L. Zéroual entre 1995 et 1998. Trois ans, un record en Algérie, une période durant laquelle les massacres atteignirent leur paroxysme et où cet homme laissa notamment le souvenir de Monsieur « Ponction », un surnom qu'il gagna pour avoir pour avoir décidé, en 1996, de ponctionner les salaires des travailleurs de la fonction publique afin de payer ceux des entreprises du Bâtiment en pleine déconfiture. Autres preuves de bonne volonté de la part d'un président attentif, Bouteflika promut dans la foulée au plus haut grade de l'armée le général Salah, chef d'état-major des armées, le général Ghaieziel, son conseiller militaire, et le général Tawfik, inamovible depuis 1990 à la tête du Département des renseignement et de sécurité (DRS).

Faut-il voir dans cette guerre de clans les disparition-apparition de Bouteflika lui-même ? Après avoir annoncé le 4 juillet dernier, jour de fête de l'indépendance, qu'un nouveau référendum se tiendrait « avant la fin de l'année » pour amender la constitution algérienne, le voilà qui disparaît bel et bien... durant cinquante jours. Était-ce pour se faire soigner à nouveau ? Fait remarquable, il n'est plus question de révision de la Constitution « avant la fin de l'année », le référendum annoncé étant renvoyé aux calendes. Mais que prévoyaient donc ces amendements à la Constitution : rien moins que de passer d'un quinquennat à un septennat (ainsi, le président actuel verrait son mandat prolonger jusqu'en 2011), créer un poste de vice-président nommé par le chef de l'état (et qui pourrait lui servir de successeur), retirer à l'Assemblée nationale son pouvoir de censure du gouvernement et, bien sûr, l'immunité à vie du président. Rien de moins.

Pendant ce temps, les masses assistent impuissantes à cette lutte. Pourtant, elles ont démontré leur capacité à combattre et cela à de multiples reprises depuis les émeutes à caractère insurrectionnel de Kabylie en 2001. Mais sans parti ouvrier, elles ont du mal à s'ouvrir une perspective politique et leurs combats contre le gouvernement restent stériles.

Kabylie : les archs ont fini par emprunter la voie du dialogue avec le gouvernement

A la suite des émeutes de Kabylie et de leur répression brutale qui avait fait 126 morts et des centaines de blessés (selon les chiffres officiels), les élections locales d'octobre 2002 avaient été boycottées dans des dizaines de communes de Kabylie, où des candidats municipaux s'étaient cependant présentés et avaient été « élus » avec parfois moins de 1% de participation. Pourtant, autant les « élus » du FFS (qui avait raflé la majorité dans une trentaine de communes) et ceux du PT, que même ceux du FLN, s'accrochaient à ces assemblées locales bidons.
Rappelons au passage que lors des élections législatives qui se déroulèrent en Algérie au mois de mai 2002, on comptait plus de 50 % d'abstentions, officiellement, et 2% de participation en Kabylie. Un revers cinglant pour Bouteflika qui n'avait pas ménagé ses efforts pour appeler à voter, sillonnant le pays accompagné... d'arguments forts, sonnant et trébuchant, faits en l'occurrence de crédits et de budgets. Dans son entreprise, il avait aussi le soutien des partis de « l'alliance présidentielle » (FLN, RND et MSP), des islamistes (un courant issu de l'ex FIS avait appelé à voter), mais aussi du PT qui déclarait ainsi défendre « *le cadre même de la nation* », et qui ajoutait, par la voix de Louisa Hanoun, « *sans pays, il n'y aura ni démocratie ni rien du tout* ». On sait ce que vaut la démocratie en Algérie.

C'est seulement en juillet 2005 que ces assemblées locales furent dissoutes par le gouvernement pour tenter de normaliser la région, et cela avec le soutien des archs. De nouvelles élections « partielles » furent alors convoquées avec, cette fois-ci, il faut le noter, le soutien des représentants des archs qui révélèrent à l'occasion ce qu'ils n'avaient pas cessé d'être : des structures de concertation et de dialogue, composées pour l'essentiel de notables, et non des formes d'organisation autonomes de la classe ouvrière comme certains ont bien voulu le faire croire durant le mouvement du printemps 2001. Ainsi, les archs ne pouvaient pas refuser la perche tendue par le gouvernement Ouyahia pour renouer le dialogue (le premier responsable du FFS parlera d'« *un dialogue d'Ouyahia avec lui-même* », qualifiant les représentants des archs de « *supplétifs à la solde du pouvoir* »). Et même si le gouvernement dû céder sur certaines revendications contenues dans la plate-forme dite « d'El-Kseur » (dédommagement des victimes et de leur famille, promesse de prendre en charge les plaintes restées jusques là sans suite), il ne recula pas sur celle de la reconnaissance du tamazight, langue berbère, « *en tant que langue nationale et officielle* » qui était l'une des principales revendications du mouvement des archs ("*Il n'y a aucun pays au monde possédant deux langues*

officielles (sic !- Ndlr) *et il ne sera jamais le cas en Algérie où la seule langue officielle est l'arabe* », déclara Bouteflika seulement deux mois avant les élections, en septembre 2005. « *Cela, a-t-il poursuivi, ne nous dispense pas d'apprendre la langue amazighe dans ses différents dialectes : kabyle, chaoui, mozabite, terguie et autres* »).
Pour bien monter qui était le maître, un délégué de la coordination de Beni Douala était convoqué devant les tribunaux le 18 avril, exactement le jour anniversaire de l'assassinat de Guermah Massinissa dans les locaux de la gendarmerie de Beni Douala précisément, meurtre qui fut à l'origine des émeutes du printemps 2001 (voir *CPS n° 4 Nouvelle série*). Pure provocation, qui signifie bien que le gouvernement imposait ses conditions et gardait l'initiative. Pendant ce temps, un autre délégué était condamné à un an de prison ferme pour avoir empêché les agents de Sonelgaz de couper l'électricité aux personnes n'ayant pas acquitté leur facture, répondant ainsi à un mot d'ordre des archs.

A la suite de ces élections « partielles », qui se tinrent le 24 novembre 2005, le porte-parole des archs, B. Abrika, saluait « *le retour à la légitimité populaire* », estimant que le scrutin avait été rendu possible grâce au dialogue engagé entre son mouvement et les autorités. Il affirmait que « *le mouvement des archs est passé d'une phase de confrontation à une phase de partenariat. Mon but est de régler les problèmes avec des interlocuteurs qui ont le pouvoir, pas avec les partis !* » Le taux de participation s'élevait à plus de 35 %, ce qui est loin d'être négatif pour le pouvoir dans cette région de l'Algérie. De plus, ces élections furent l'occasion d'une percée du FLN, parti du pouvoir, dans un certain nombre de communes, notamment à Bejaïa, un des foyers les plus importants du soulèvement de la population en 2001. D'une certaine manière, la page ouverte en 2001 était tournée. Mais d'autres développements de la lutte des classes devaient se produire.

La grève des enseignants du secondaire de 2003

A l'appel des deux principaux syndicats de l'enseignement secondaire (le Conseil des lycées d'Alger, ou CLA, et le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique, ou CNAPEST), les professeurs du second degré suivirent une grève d'octobre 2003 jusqu'en janvier 2004. Cette grève, la plus longue depuis l'Indépendance, se conclut par des augmentations de salaires de l'ordre de 30 %, un résultat non négligeable même si l'on doit, pour l'apprécier correctement, rappeler que les enseignants exigeaient initialement une augmentation de 100% (le salaire d'un enseignant avec dix ans d'ancienneté était de 112 €, pratiquement équivalent au salaire minimum garanti). Les enseignants demandaient également le droit à la retraite après vingt-cinq ans d'enseignement. Autre fait très important : cette grève massive était dirigée par des syndicats autonomes, indépendants de l'UGTA.

Pourtant, les actes d'intimidation envers les grévistes n'ont pas manqué. Dès le début, le gouvernement déclara la grève illégale sous prétexte que les syndicats qui y appelaient n'étaient pas officiellement reconnus... tout en rejetant leur demande d'enregistrement ! Trois cents enseignants étaient alors suspendus, seize dirigeants syndicaux traduits en justice, le ministre de l'Éducation annonçant que les journées de grève des enseignants seraient déduites de leur salaire ou même menaçant les grévistes de licenciement.
En fait, derrière la répression, il y avait la peur que cette grève ne se généralise, non seulement à l'ensemble de l'enseignement, mais aussi à tous les autres secteurs de la classe ouvrière. La presse rapportait que plusieurs grèves avaient éclaté sur des revendications de salaire, avec ou sans l'UGTA. Parmi ces mouvements, citons celui des cheminots, qui obtinrent 1500 dinars d'augmentation après une semaine de grève à l'appel de l'UGTA, ou encore celui les travailleurs du centre de la SNVI (Société nationale de véhicules industriels) de Rouiba, près d'Alger, en grève également pendant une semaine, cette fois sans le syndicat UGTA de l'usine, et qui gagnèrent 1200 dinars d'augmentation mensuelle.

Finalement, la grève était suspendue, le gouvernement acceptant d'abandonner toutes les sanctions à l'encontre des enseignants grévistes, y compris la déduction de leur salaire des journées de grève. Par ailleurs, le gouvernement acceptait l'enregistrement du CNAPEST.

Grève des enseignants en février 2006

La grève des enseignants de février 2006 est un autre exemple significatif. Lancée par les syndicats, elle est très largement suivie dans le pays, bien que déclarée illégale. Selon le journal *Libération* du 21 février 2006,
« d'Alger à Bejaïa en Kabylie, en passant par Adrar, Timimoun et Béchar au sud, et Sétif ou Annaba à l'est, les élèves ont rebroussé chemin, dimanche et hier, en arrivant au lycée ou à l'école. Et il y a fort à parier qu'il en sera de même aujourd'hui. Dans certains établissements, les directeurs leur ont même demandé de ne pas revenir avant la fin des trois jours de grève.
Contre toute attente (nous soulignons), *cette grève des enseignants, commencée samedi, est massivement suivie dans le pays. Le jugement du tribunal administratif déclarant le mouvement «illégal» n'aura pas réussi à faire plier la « coordination intersyndicale » qui a appelé à la grève. Et c'est déjà, en soi, une nouveauté.*
D'autant que les pressions et les intimidations à l'encontre des syndicats autonomes qui composent cette coordination, le Cnapest (Coordination des professeurs de l'enseignement secondaire et technique), le Cla (Coordination des lycées d'Alger) et le Snapap (Syndicat des personnels de l'administration publique), sont particulièrement fortes.
(...) " Nous sommes surpris par ce succès ", admettait même le Cnapest, l'attribuant en partie aux menaces du ministre de l'Education lues au journal télévisé de 20 heures. " Ce comportement nous a rendu service. Il y a eu

un sursaut d'amour-propre. Les enseignants du primaire et du secondaire ont pleinement adhéré. C'est une première : il y a aujourd'hui une maturité syndicale et une réelle prise de conscience"», estime un dirigeant syndical cité par le quotidien El Watan.
Le bras de fer entre les syndicats autonomes et le ministère dure depuis des années. Plusieurs grèves ont ainsi été organisées, dont la dernière avait duré trois jours, mi-janvier. Mais le mouvement actuel a mobilisé beaucoup plus. La paupérisation, il est vrai, ne cesse de s'aggraver. Les enseignants réclament d'ailleurs avant tout une revalorisation des salaires avec onze ans d'ancienneté, un professeur de lycée gagne l'équivalent de 170 euros par mois !, un statut pour les fonctionnaires de l'enseignement supérieur, une distribution équitable des logements pour les travailleurs de l'éducation et la levée des entraves à l'exercice du droit syndical. »

Cette dernière grève éclaire les conditions de vie très dures des professeurs mais aussi de la majeure partie de la population, l'état des établissements scolaires. Le journaliste poursuit :
« Une image est gravée dans ma tête, témoigne un enseignant. Tous les jours entre midi et 14 heures, une file d'élèves assis le long du mur du lycée avec, chacun, un sachet de lait et une baguette de pain...» Une situation devenue banale dans un pays qui, grâce aux hydrocarbures, dispose de réserves financières sans précédent. »

Demander une augmentation de 100 % en dit long sur le niveau des salaires ! Cette revendication illustre non seulement la situation des enseignants, mais aussi celle dans laquelle se trouvent l'immense majorité de la population, la classe ouvrière et la jeunesse algérienne, dont le lot commun est fait de misère, de précarité et de bas salaires. Quand elles ne sont pas frappées par le chômage, qui touche plus de 15 % de la population active (75 % chez les moins de trente qui constituent la majorité de la population).

Grève dans l'enseignement supérieur en mai 2006

Dans la foulée des enseignants du second degré, c'est au tour des enseignants du supérieur d'affronter le gouvernement en mai 2006, également pour des augmentations de salaires. Le salaire moyen d'un enseignant se situe autour de 38000-40000 dinars, soit 400 euros alors qu'il est de 1100 euros en Tunisie et de 2000 euros au Maroc. Rien d'étonnant qu'il s'agisse là encore d'un mouvement massif, qui touche les 58 universités algériennes.
Le gouvernement réplique en faisant interpeller et mettre sous contrôle judiciaire trois responsables du syndicat des enseignants du supérieur (CNES) le 28 mai, sous l'inculpation *« d'incitation à la grève d'une manière illégale et de déconsidération d'une décision de justice »*. Mais loin de décourager les enseignants, ces arrestations, complétées par des manœuvres pour tenter de diviser l'organisation syndicale et des mesures d'intimidation contre les enseignants (gel des salaires) et d'agression contre les étudiants à l'intérieur même des facultés, ne font que renforcer leur détermination. Dans ces conditions, des dizaines de milliers d'étudiants ne peuvent passer leurs examens de fin d'année.
Mais il faut le souligner, le CNES n'a jamais refusé de dialoguer avec le gouvernement, d'assister aux réunions convoquées par le ministre pour entendre les décisions prises par le gouvernement. La coordination des établissements en grève, lors de sa réunion du 17 juillet, a même tenu à démontrer sa « bonne volonté » en annonçant *« que la décision de geler la grève jusqu'à septembre soit laissée à chaque établissement concerné, et ce, par vote secret (conformément au statut du CNES) »* (*El Watan*, le 6 septembre 2006).

La question de l'UGTA et des syndicats autonomes

Pour se libérer de la tutelle de l'UGTA, syndicat dont l'appareil est entièrement inféodé au pouvoir et historiquement intégré à l'appareil d'état, les masses laborieuses algériennes ont cherché à se doter de syndicats autonomes ou à imposer la rupture de certaines sections de l'UGTA avec leur direction, et donc avec le pouvoir.
Il faut d'ailleurs remarquer que la naissance de ces syndicats, dont le Snapap, le Satef, le CLA et le Cnapest dont il a été question plus haut, est un acquis politique, résultant directement du combat de la classe ouvrière et de la jeunesse en 1989 contre la dictature militaire. Ainsi, le CNES est né à la suite de la grève de novembre 1991, et après la répression policière de la marche pacifique de l'université d'Alger vers le Palais du gouvernement, le 26 novembre 1991, un combat qui permit une première augmentation des salaires et la reconnaissance officielle de ce syndicat qui fut enregistré le 7 janvier 1992.
Mais cette volonté du prolétariat de se saisir de ses organisations syndicales dans le combat contre le gouvernement se vérifie aussi à l'intérieur de l'UGTA. Dans certaines sections de Kabylie du SETE (Syndicat d'entreprise de l'éducation) et de la FNTE (Fédération nationale des travailleurs de l'éducation), dans la fédération des cheminots, dans celle des travailleurs de la santé (FNTS, Fédération nationale des travailleurs de la santé, affiliée à l'UGTA), qui a paralysé les hôpitaux durant deux semaines au mois d'octobre 2004…

Quant à la politique de l'UGTA, il suffit de citer M. Djenouhat, l'un des responsables de cette organisation qui, au sortir d'une réunion tripartite (gouvernement, patronat, UGTA), déclarait le 26 novembre 2006 :
« *Le pacte* (pacte économique et social signé deux mois auparavant, ndlr) *est né suite à un long processus qui a démarré depuis 1991 ». « Mais, la véritable propulsion de ce pacte, qui a voulu consacrer la stabilité économique et la paix sociale, est entamée sous l'impulsion forte du président de la République ».*

Ce dirigeant en a aussi profité pour condamner les agissements de certains syndicalistes qui voudraient, « sous couvert des libertés syndicales, bâtir un syndicat sur les décombres de l'UGTA » (n'avoue-t-il pas par là même que l'UGTA, telle qu'elle est, constitue un obstacle au combat de la classe ouvrière ?). Il s'est d'ailleurs interrogé sur « *la véritable représentativité de ces syndicats qui ne tournent qu'autour de la maison de la fonction publique.* » Il n'est pas utile de dire pour qui il roule. Plus direct, le représentant du patronat, président de la CNPA, a précisé : *« Le pacte, qui a été le résultat objectif du dialogue et l'aboutissement d'une concertation entre trois principaux partenaires du monde social et des entreprises, a consacré pour la première fois dans un document de référence un choix stratégique pour le secteur privé ».*

En l'absence de parti ouvrier, la responsabilité des syndicats dits « autonomes » est de refuser de se soumettre au « dialogue » avec le gouvernement ou de chercher à revendiquer le rôle d'interlocuteur valable. Il est au contraire de dénoncer la politique de soutien de l'UGTA à la politique du gouvernement et de combattre pour la défense des intérêts de toute la classe ouvrière sur des mots d'ordre qui pourraient être ceux d'un gouvernement ouvrier et paysan :

- Contre la misère la précarité et chômage, augmentation générale des salaires !
- Pour la défense des libertés démocratiques, droit de presse, de grève et de manifestation ! A bas l'état d'urgence !
- Contrôle par la population sur les prix, contre le gouvernement des profiteurs !
- Contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises, à commencer par les hydrocarbures !

Intervenant sur cette orientation dans les syndicats, des militants révolutionnaires pourraient oeuvrer à la construction du parti ouvrier qui fait défaut. Dans ce combat, pourrait se présenter la question de l'Assemblée nationale souveraine.

Précisions et rappel à propos du mot d'ordre d'Assemblée nationale souveraine

(Article paru dans le N° spécial de C.P.S. ancienne série supplément au n°39 – 14/09/1991)

« DU MOT D'ORDRE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE SOUVERAINE

Dans la lutte pour les libertés démocratiques lancer en Algérie le mot d'ordre "pour une Assemblée Nationale Souveraine" est indispensable. Mais pourquoi ? En raison de l'arriération politique d'un pays qui n'a jamais connu d'autre régime politique que celui dicté par l'impérialisme français au temps de la colonisation et, après l'indépendance politique, que celui totalitaire du FLN. Les masses en même temps qu'elles aspirent aux libertés démocratiques élémentaires, aspirent à avoir une représentation nationale souveraine qu'en l'état de leur expérience politique elles n'imaginent que sous la forme d'une Assemblée Nationale élue au suffrage universel.

Parce que cela correspond à l'expérience politique actuelle des masses, parce que ce serait un bond politique en avant, il faut combattre pour une Assemblée Nationale Souveraine. Mais il faut en même temps se garder de répandre et de développer des illusions qui deviendraient des pièges. Au contraire il faut, autant que possible, dissiper les illusions.

Que faudrait-il pour que cette Assemblée soit réellement Souveraine? D'abord et avant tout: que soit détruit le pouvoir totalitaire et tous les organes étatiques de ce pouvoir: police, forces répressives de toutes sortes, justice, administration, etc., à tous les niveaux ; que cet appareil d'Etat soit remplacé par un autre issu du mouvement des masses et des organismes qui surgiront de ce mouvement.

Une Assemblée Nationale Souveraine, surtout compte tenu des rapports politiques existant actuellement en Algérie, ne satisferait pas les revendications économiques, sociales et politiques des masses. Au mieux ce serait un lieu d'affrontement entre les intérêts des différentes classes et couches sociales. Il faut mettre en garde les masses: un régime démocratique parlementaire bourgeois n'est pas viable en Algérie. Une Assemblée Nationale Souveraine ne serait qu'une transition : soit vers le retour à une dictature totalitaire (par exemple une République Islamique) ou vers la dictature du prolétariat. Le cas peu probable où à cette Assemblée siégerait une majorité ouvrière et paysanne favoriserait la constitution d'un Gouvernement Ouvrier et Paysan, pont vers la dictature du prolétariat. Pour que se dégage une telle majorité encore faudrait-il qu'il existe un puissant Parti Ouvrier. »

Le PT en renfort du gouvernement

A la fin de l'année 2006, se tenaient des élections sénatoriales partielles qui devaient renouveler une partie du Conseil de la nation. Pour la circonstance, le FLN, qui souhaitait asseoir ses positions après la crise qui l'a ébranlé (voir plus haut) et mieux dominer la vie politique, va faire appel au soutien… du PT. Et il le trouvera ! Les 154 élus locaux du PT voteront en effet pour les candidats du FLN.

Le journal *El annabi* du 24 décembre 2006 rend compte des déclarations de Louisa Hanoune :

« Nous avons été contactés jeudi dernier par le FLN qui nous a proposé une alliance et le député Djelloul Djoudi a rencontré Salah Goudjil, membre du comité exécutif du FLN, pour discuter justement des voix de nos 154 élus locaux » (...)

« *Nous avons ainsi donné des instructions fermes à nos élus pour voter pour ce parti avec qui nous ferons alliance* », a-t-elle indiqué en assurant que le PT n'a pas l'intention de présenter des listes aux sénatoriales. « *Le FLN est un grand parti, le nôtre est en train de grandir. Je pense qu'il y a des questions sur lesquelles nous sommes d'accord et d'autres non. Ce n'est pas la première fois que nous le faisons. Nous l'avons déjà fait en 2002* », a-t-elle insisté.

Un tel événement a surpris de nombreux journalistes. Ainsi, *El Watan* du 24 décembre écrit :

« Mme Hanoune a déclaré, récemment, que le PT a donné un "accord de principe" au FLN pour créer une alliance, en prévision des prochaines élections. (...) La porte-parole du PT considère l'arrangement entre les deux partis comme étant "un seul accord politique conclu autour d'objectifs précis". "Nous nous entendons avec le FLN sur certaines questions comme la promotion du statut de la femme et nous sommes en désaccord sur beaucoup d'autres questions", a-t-elle ajouté. Certains s'interrogent donc sur les faces cachées de cette alliance, du moment que le parti a reconnu qu'il est en désaccord sur plusieurs points du programme du FLN. »

Nous verrons plus loin jusqu'où ces accords sur la promotion du statut de la femme entraîne le PT.

Pour l'heure n'était-il pas plus logique de s'attendre à un tel accord avec les autres partis de « l'Alliance présidentielle », le RND et le MSP ? A moins que leurs déchirements (dernier en date, sur la question de la révision de la Constitution), de notoriété publique, aient empêché un tel arrangement ? Dans ce cas, l'apport des voix du PT sera venu à point nommé pour aider le FLN, et Bouteflika par conséquent, à remporter ces élections et prendre le contrôle du sénat.

Après tout, le PT pourrait maintenant prodiguer ses conseils au chef de l'état, par exemple de sortir du gouvernement les ministres par qui tous les malheurs arrivent, ceux responsables des privatisations et des réformes, les Temmar, ministre des Participations et Khelil, ministre de l'Energie, qui, dit Louisa Hanoune, doivent partir du gouvernement. De cette façon peut-être, débarrassé de ses scories, le gouvernement en serait-il purifié ? Exagérons-nous ? Écoutons plutôt Louisa Hanoune :

« Il y a des ministres au sein du gouvernement qui sont contre certaines décisions, notamment le retour sur les privatisations et la loi sur les hydrocarbures, alors qu'ils démissionnent ! » « Pourquoi déclare-t-il (Temmar) que l'Etat revient sur la privatisation des entreprises de souveraineté et, de retour de Paris où il était il y a quelques jours, il dit le contraire, que dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union Européenne, il faut continuer à privatiser ? » et ajoute-t-elle : « Qui donc prend les décisions, l'UE ou l'Etat Algérien ? »

Faut-il combattre l'état algérien, Louisa Hanoune, ou s'associer à lui et couvrir une politique totalement opposée aux intérêts de la classe ouvrière et de la jeunesse, une politique qui asservit et exploite la population laborieuse au compte de profiteurs et de l'impérialisme ?

La question peut se poser en effet quand on apprend que le PT est à l'origine d'une conférence internationale des femmes palestiniennes, dont le président de l'assemblée nationale algérienne dira :

« L'Assemblée populaire nationale s'honore d'organiser et d'abriter en son enceinte pendant trois journées une Conférence internationale de solidarité et de soutien aux femmes palestiniennes, une initiative on ne peut plus louable que l'on doit au Groupe parlementaire du Parti des travailleurs dont je tiens, au nom du Bureau de l'Assemblée, à remercier et congratuler vivement le Président et l'ensemble des membres, une Conférence placée sous le haut patronage de Son Excellence Monsieur Abdelaziz BOUTEFLIKA, Président de la République, avec la très forte symbolique politique que ce parrainage de marque signifie. »

Et faut-il aussi citer le message de ladite « excellence Bouteflika » à la conférence :

« Le mérite de cette initiative revient au Parti des Travailleurs et à sa Présidente, Madame Louisa Hanoune, que je tiens à féliciter ici, en soulignant que c'est en fait le drame de conscience de l'ensemble du peuple algérien face à la tragédie palestinienne qui en est à l'origine et qui y trouve son expression. »

Il faut dire que les choses ne sont pas faites à la légère : Louisa Hanoune, encore elle, n'avait-elle pas affirmer en juillet 2006 que le Président Bouteflika a été d'accord pour l'organisation d'une conférence internationale sous son haut patronage, en solidarité avec le peuple Palestinien, qui sera organisée à l'Assemblée Populaire Nationale où vont assister des formations politiques internationales et des organisations non gouvernementales. Cela ne s'appelle-t-il pas une caution apportée à A. Bouteflika ?

Quant au « statut de la femme », la révision du Code de la famille intervenu en 2005 maintient la femme sous tutelle d'un « tuteur matrimonial », un cadeau aux islamistes qui fait dire aux femmes algériennes que rien n'a fondamentalement changé et que au contraire, cet immobilisme est un « signe de mépris » pour les femmes que « *l'on continue à considérer comme des demi-personnes.* » (D. Iamarene, sociologue)

***

En conclusion on doit répéter que « la classe ouvrière algérienne a besoin, pour devenir d'une classe en soi une classe pour soi, d'un parti, de son parti de classe : le parti ouvrier. » (CPS cité)

« Si la classe ouvrière algérienne ne constituait pas son parti, le parti ouvrier, elle resterait politiquement subordonnée à la bourgeoisie, à ses partis, à ses organisations, à ses représentations bureaucratiques.

Aujourd'hui, en Algérie, un Parti Ouvrier devrait combattre pour toutes les libertés démocratiques : droits d'organisation, de presse, de manifestation, etc., parce que ces libertés sont indispensables au prolétariat pour s'organiser et combattre pour ses propres objectifs, elles sont également indispensables aux autres couches sociales opprimées et exploitées pour qu'elles aussi s'organisent et combattent. »

8 janvier 2007

Il y a 50 ans, en Hongrie : la révolution prolétarienne

Des journées qui « ont ébranlé le monde »

Le 23 octobre 1956, 100 000 personnes manifestent à Budapest, arborant des portraits de Lénine et des drapeaux hongrois. Les 21 et 22 octobre, des réunions s'étaient tenues dans les universités; en particulier, à l'Université polytechnique. Si, le 20, les étudiants de Szeged (2ème ville de Hongrie) ont reconstitué la fédération étudiante indépendante (la Mefesz, dissoute en 1950), c'est bien l'organisation officielle des jeunesses qui a pris l'initiative de réunir quelques milliers d'étudiants; on devrait discuter de revendications matérielles des étudiants; en fait, on y aborde surtout la situation en Pologne; on applaudit et soutient les étudiants polonais. L'Union des écrivains défilera le 23; les étudiants appellent, eux, à manifester en masse; ils adoptent un programme en 16 points, qui exige notamment le retrait immédiat des troupes russes, un congrès du parti préparé démocratiquement, la formation d'un gouvernement dirigé par Imre Nagy, l'élection d'une nouvelle assemblée nationale, la révision des procès et les libertés, le droit de grève, la révision totale des normes imposées aux travailleurs, la satisfaction de leurs revendications, la solidarité avec les étudiants polonais... Le cercle Petöfi a décidé, lui aussi, d'appeler pour le même jour à une manifestation de solidarité avec la Pologne et l'envoi de délégations dans les usines.

En cette fin d'après-midi du 23 octobre, il est prévu que la manifestation, interdite puis autorisée, se termine. Elle a commencé à se disloquer. Sortie des usines et des bureaux : voici qu'ouvriers et employés rejoignent les étudiants. Les manifestants sont maintenant 300 000. Certains se retrouvent au Parlement, on réclame Nagy, qui prend la parole sur le ton : « *Nous voulons sauvegarder l'ordre constitutionnel et la discipline.* » Ernest Gerö, 1er secrétaire, fait un discours à la radio, exaspérant, toisant les manifestants. Les étudiants envahissent l'immeuble de la radio. La police politique (Avh) tire et tue : 3 morts. C'est le début de l'insurrection : dans les usines, les équipes de nuit débraient et rejoignent la lutte; les soldats fournissent des armes aux ouvriers; nulle part, l'armée - de même que la police ordinaire - ne tirera sur les manifestants; dans ses rangs, on rejoint les combattants ou on reste neutre. Les délégués étudiants constituent le Comité révolutionnaire des étudiants (qui rajoutera les termes « en armes » à sa désignation). Le comité central du Pc se réunit. La révolution hongroise commence.

Un numéro spécial de *la Vérité*, daté d'octobre-novembre 1966, expliquait :

« *Il y a 10 ans, en octobre et en novembre 1956, des journées* '' ébranlaient le monde '' *et comme celles qui, en octobre 1917, avaient vu le prolétariat établir son pouvoir en Russie, elles devaient marquer à jamais le mouvement ouvrier international.*

Après que les ouvriers polonais aient fait, pour un temps, battre en retraite l'appareil bureaucratique du Kremlin, s'assurant un certain nombre de libertés politiques et d'organisation, les travailleurs hongrois à leur tour, entraient en lutte contre le gouvernement policier de Rakosi et de Gerö, proconsuls de la bureaucratie russe. Tumultueuse, la révolution se développait, réduisant en miettes l'appareil de terreur qui contrôlait le pays, détruisant en même temps les mythes du '' socialisme réalisé '', de la '' déstalinisation '', de la libéralisation ''.

Le prolétariat hongrois, force motrice de la révolution, précisait ses objectifs en même temps qu'il tendait à se donner les moyens de son pouvoir : les conseils ouvriers. La bureaucratie ne pouvait plus alors trouver de compromis politique garantissant sa sécurité. Elle était face à son inconciliable ennemie : la révolution prolétarienne dont elle redoutait plus que tout qu'elle s'étende en Urss même. Elle choisit la solution de l'écrasement militaire, lançant toute une armée contre un petit peuple pratiquement désarmé. Les divisions blindées de la bureaucratie noyaient dans le sang la révolution des conseils ouvriers.

Ce pour quoi luttaient les travailleurs de Pologne et de Hongrie, c'est ce pour quoi luttent les masses des pays sous-développés pillés par l'impérialisme, comme les travailleurs des pays capitalistes avancés dont toutes les conquêtes, fruits de décennies de combat, sont menacés par le capitalisme pourrissant. Ils luttaient pour le socialisme. D'une manière irréfutable, les témoignages et les documents le prouvent. Il n'était pas question pour ces travailleurs de revenir sur ce qui était acquis. Il ne s'agissait pas de '' rendre '' les usines à leurs anciens propriétaires, mais au contraire de défendre contre toute restauration les nouveaux rapports de propriété. Et de les défendre par la seule méthode efficace : celle de la révolution prolétarienne. Les objectifs de la révolution hongroise apparaissent clairement dans les proclamations des organismes nés de la révolution : il s'agit de donner à la classe ouvrière le pouvoir politique qu'usurpait une clique policière au service de la bureaucratie du Kremlin en rétablissant la démocratie prolétarienne; il s'agit de donner à la classe ouvrière, par l'exercice de cette démocratie, le contrôle sur les moyens de production.

(...) La révolution hongroise d'octobre 1956 a été le point culminant d'un processus révolutionnaire international dans lequel s'intègrent les combats des peuples coloniaux – victoire de la révolution vietnamienne contre l'impérialisme français – des travailleurs des pays avancés – grève générale d'août 1953 en France - des travailleurs d'Urss et de l'Est de l'Europe – insurrection de juin 1953 à Berlin Est, grève de Vorkhouta... »

« Il est impossible de réaliser ce programme sans le renversement de la bureaucratie »

En conclusion de la Révolution trahie (« étude sur le développement de l'Urss », achevée le 4 août 1936) »), Léon Trotsky affirme : « *Une nouvelle révolution est inéluctable* ». Dans le programme d'action de la 4ème Internationale, le programme de transition, adopté en septembre 1938, la section concernant « l'Urss et les tâches de l'époque de transition » établit « *le diagnostic social* » suivant : « *Le régime de l'Urss renferme en soi des contradictions menaçantes. Mais il continue à rester un régime d'Etat ouvrier dégénéré. Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme; ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme.* ».

Le *programme de transition* indique donc un ensemble de tâches :

« *La nouvelle montée de la révolution en Urss commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !*

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usines, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique.

La bureaucratie a remplacé les soviets, en tant qu'organe de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style de Hitler-Gœbbels. Il faut rendre aux soviets non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des soviets. Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des kolkhoziens du rang, des paysans, des soldats rouges.

La démocratisation des soviets est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.

Révision de l'économie planifiée de haut en bas, en ayant en vue leurs intérêts des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production. La coopération de consommation, démocratiquement organisée, doit contrôler la qualité des produits et leurs prix. Réorganisation des kolkhozes en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts !

La politique internationale conservatrice de la bureaucratie doit faire place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance diplomatique du Kremlin doit être publiée. A bas la diplomatie secrète ! Tous les procès politiques montés par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés... »

Le *programme de transition* conclut : « *Il est impossible de réaliser ce programme sans le renversement de la bureaucratie, qui se maintient par la violence et la falsification. Seul, le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer sa marche en avant vers le socialisme. Seul le parti de la 4ème Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection.* »

En avril 1939, alors que « *la question ukrainienne est destinée à jouer dans un avenir proche un rôle énorme dans la vie de l'Europe* » (l'Ukraine est partagé entre l'Urss, la Pologne, la Hongrie et la Roumanie), L. Trotsky met en avant le mot d'ordre : « *pour un Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unie, libre et indépendante ! Le régime de l'Urss (...) continue à rester un régime d'Etat ouvrier dégénéré* ». Quand les troupes ont commencé à envahir et occuper une partie de la Pologne – alors que les informations sont encore imprécises -, Léon Trotsky pronostique que :

« *Il est plus vraisemblable que dans les territoires qui doivent être incorporés à l'Urss, le gouvernement de Moscou procédera à l'expropriation des grands propriétaires et à l'étatisation des moyens de production. Cette orientation est la plus probable, non parce que la bureaucratie reste fidèle au programme socialiste, mais parce qu'elle ne veut ni ne peut partager le pouvoir et les privilèges qui en découlent avec les anciennes classes dirigeantes dans les territoires occupés. (...) Mesure révolutionnaire par sa nature,* " l'expropriation des expropriateurs " *s'effectue dans ce cas de manière militaro-bureaucratique. Tout appel à une action indépendante des masses – mais sans un tel appel, fût-il très prudent, il est impossible d'établir un nouveau régime – sera, sans nul doute, étouffé le lendemain même par d'impitoyables mesures de police, afin d'assurer la prépondérance de la bureaucratie sur les masses révolutionnaires en éveil.* » (L'Urss dans la guerre, 25/9/1939)

Quelques semaines plus tard, l'Armée rouge pénètre en Finlande. L'Armée rouge « *exproprie les grands propriétaires terriens et introduit le contrôle ouvrier, préparant ainsi l'expropriation des grands capitalistes. Demain, les staliniens étrangleront les ouvriers finlandais. Mais, aujourd'hui, ils donnent – et ils sont obligés de donner – une formidable impulsion à la lutte des classes sous sa forme la plus aiguë. (...) La guerre soviéto-finlandaise commence, selon toute apparence, à se doubler d'une guerre civile dans laquelle l'Armée rouge se trouve, pour l'instant, dans le même camp que les petits paysans et les ouvriers finnois, tandis que l'armée finnoise bénéficie du soutien des classes possédantes, de la bureaucratie ouvrière conservatrice et des impérialistes anglo-saxons. Les espoirs que l'Armée rouge éveille chez les pauvres Finlandais ne seront, à moins que la révolution internationale ne se produise, qu'une illusion : la collaboration de l'Armée rouge avec les pauvres ne sera que temporaire; le Kremlin retournera très vite ses*

armes contre les ouvriers et les paysans finlandais. » (Une opposition petite-bourgeoise..., 15/12/1939)

Les analyses de Léon Trotsky sur les développements qui se produisent suite à l'entrée en guerre de l'Urss en Europe de l'Est et du Nord nous sont précieuses pour apprécier, encore maintenant, les processus qui se développent à partir de 1943 avec les avancées de l'Armée rouge.

De 1953 à 1956, l'irrépressible mouvement des masses

De 1943 à 1945, les défaites de l'Allemagne hitlérienne et l'approche des troupes soviétiques ont donné une formidable impulsion aux masses. La volonté de Staline est nette : il s'agit de maintenir des Etats bourgeois, ici, et là, de laisser au pouvoir ce qui peut encore l'être des anciens appareils dans les pays de l'Est de l'Europe qu'ils contrôlent, mais le mouvement révolutionnaire est plus fort. L'appareil stalinien ne peut enrayer les expropriations (liquidation de la grande propriété foncière, armement des travailleurs, formation des conseils ouvriers qui contrôlent les entreprises abandonnées par l'occupant nazi ou par leurs propriétaires), mais il peut ancrer sa domination (appareil d'Etat policier, pays soumis aux besoins de la bureaucratie du Kremlin, oppression nationale) sur ces pays qui se transforment en Etats ouvriers bureaucratiques, satellites de l'Urss. L'Allemagne est coupée en deux; c'est contre Staline que la révolution l'emporte en Yougoslavie. En Chine, la soumission au parti de Tchang Kaï-Chek, le Kuo-min-Tang, est brisée par le soulèvement révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes en 1949.

Le processus révolutionnaire international rebondit en 1953. Quelques mois après la mort de Staline (5 mars), dans l'Allemagne coupée en deux, à Berlin coupé en deux, c'est la grève des ouvriers du bâtiment et des métallos. A peine la revendication est-elle obtenue (annulation du relèvement de normes) que la manifestation se transforme en appel à la « *démission du régime* » et à la grève générale; la revendication d'un « *gouvernement des métallos* » surgit. La répression écrase le mouvement dans le sang. A Vorkhouta, dans les camps de concentration en Urss, la grève des détenus fait reculer la bureaucratie.

Face au mouvement des masses, la bureaucratie doit commencer à desserrer l'étau policier; c'est la prétendue déstalinisation. N. S. Khrouchtchev, 1er secrétaire, avait prononcé son « rapport secret » au 20ème congrès du Pcus (24/2/1956). La dénonciation de certains crimes de et sous Staline, du « culte de la personnalité », contrairement aux intentions de la clique de la bureaucratie du Kremlin au pouvoir, va favoriser la critique publique du régime. La bureaucratie est remise en cause; naturellement chez les intellectuels d'abord, mais l'ébullition politique change de consistance, notamment, quand, à Poznan (Pologne) les ouvriers de l'usine Zispo débrayent et vont manifester contre le régime, en fin juin. Face aux revendications des masses et alors que les conseils se constituent, l'appareil se résout, pour garder l'essentiel, à nommer Gomulka - ancien 1er secrétaire condamné et détenu pour « titisme » - au poste de 1er secrétaire du Poup, autrement dit au sommet du pouvoir; les 19-21 octobre, le comité central le réintègre à la direction du parti, élimine le ministre de la défense, le maréchal Rokossowski, d'origine polonaise mais russe, incarnant l'occupation et l'oppression russe au cœur même de l'Etat.

« La liquidation pacifique de ce foyer est en pratique exclue » (Mikoian et Souslov au Cc du Pcus)

En Hongrie, aussi, ce sont les intellectuels et la jeunesse étudiante qui se sont les 1ers propulsés sur la scène politique, au moment où la bureaucratie « réhabilite » Laszlo Rajk, ancien dirigeant du Pc hongrois et d'autres, jugés et pendus en 1949 pour « titisme » et trahison (alors que le gouvernement tchécoslovaque reconnaît que certains chefs d'accusation contre R. Slansky et 13 hauts fonctionnaires ne sont pas fondés). Au début de 1956, le Cercle Petöfi, créé par l'organisation de jeunesse du Parti des Travailleurs hongrois (parti stalinien), commence à organiser des débats à Budapest. Fin juin, ce sont 8 000 participants à la réunion qu'il organise qui acclament l'écrivain (et militant) T. Dery (qui appelle à « *en finir avec cet Etat de policiers et de bureaucrates* »). Rakosi, surnommé « le meilleur enfant de Staline » démissionnaire est remplacé... comme 1er secrétaire du parti par le vieux guépéoutiste Gerö ! En août, incidents dans les usines Csepel, bastion ouvrier. Le 6 octobre, 200 000 à 300 000 personnes manifestent en silence aux funérailles de Rajk.

Le 14 octobre, Imre Nagy (choisi par la bureaucratie comme président du conseil en juillet 1953, à la place de Rakosy, puis destitué en avril 1955, exclu du bureau politique et du Parti) est réintégré dans le parti, sans fonction. Les écrivains demandent la convocation d'un congrès extraordinaire du Parti...

Le 23 octobre donc, c'est la révolution qui a commencé. Dans la nuit, alors que le comité central désigne Imre Nagy président du Conseil et le fait entrer au bureau politique, Gerö ordonne la loi martiale et fait appel, prétendument au nom de Nagy, aux troupes russes qui interviennent. Imre Nagy, qui, jusque là, se tient à l'écart, affirmera quelques jours plus tard que cela avait été fait à son insu. Selon les termes du ministère de la Défense de l'Urss, « *conformément à la décision du gouvernement de l'Urss d'accorder une aide fraternelle au gouvernement de la République populaire de Hongrie à la suite des désordres politiques qui se sont produits dans le pays* (...), *à 23 heures le 23 octobre, sont mises en état d'alerte* (...) *en tout 5 divisions* (...), *1 130 tanks et installations d'artillerie autopropulsée, 800 canons* (...). *En même temps, notre aviation* [4 divisions] *est mise en état d'alerte* (...). *Exécutant les tâches reçues* (...), *un corps spécial d'infanterie, entré entre 2 et 4 heures du matin* [le 24], *a occupé les principaux points névralgiques de Budapest...* ».

Les jours suivants, les combats se poursuivent à Budapest; le 25, 300 manifestants sont tués par la fusillade déclenchée place du Parlement; les combats vont gagner le reste du pays; la grève générale insurrectionnelle s'étend. Toutes les couches de la population rejoignent l'insurrection, unies contre l'occupation, pour le départ immédiat des troupes russes, pour liquider la police secrète; beaucoup de troupes s'engagent, comme (le 26), le prestigieux colonel Maléter et son unité. Une nouvelle armée se constitue.
Un 2ème gouvernement est formé puis un 3ème gouvernement, qui inclut tous les courants (socialistes, paysans) à l'exception des rakosistes. Nagy annonce le retrait des troupes russes puis proclame la neutralité de la Hongrie et le retrait du pacte de Varsovie. Le Pc, qui comptait environ un million de membres avant le début de la révolution, soit 10% des 10 millions d'habitants, se disloque; les conseils l'ont dissout et le Cc s'est dissous lui-même. Nagy, Kadar, le « philosophe marxiste » et ministre G. Lukacs fondent le Parti socialiste ouvrier hongrois (31 octobre). J. Kadar avait remplacé, le 25, Gerö comme 1er secrétaire du parti; il est doublement connu comme vieux militant ouvrier, victime sous le prétexte de « titisme », mais aussi ministre de l'intérieur à la fin des années 40. A ce moment, Nagy a vraiment rompu avec l'appareil stalinien.

En face, les troupes russes et la police secrète (du moins ceux qui ont échappé aux révolutionnaires), et dans leur camp, l'appareil proprement dit du parti carbonisé. Et l'armée russe recule; la troupe est contaminée par la fraternisation ou refuse simplement à réprimer. Le 30, présents à Budapest pour le compte du Cc du Pcus, A. Mikoian et M. Souslov lui envoient un message d'alarme : « *La situation politique dans le pays et à Budapest ne s'améliore pas, mais empire. Cela s'exprime de la façon suivante : dans les organes dirigeants du parti, on sent l'impuissance, dans les organisations du parti, il y a un processus de désagrégation. Les éléments crapuleux ont pris de l'assurance, ils envahissent les comités de parti de district, tuent les communistes.* (...)
Les insurgés disent qu'ils rendront les armes après le départ des troupes soviétiques de Budapest, et certains disent même : après le départ des troupes soviétiques de Hongrie. Donc la liquidation pacifique de ce foyer est pratiquement exclue. Nous allons tâcher d'obtenir sa liquidation par les forces armées hongroises. Mais il y a un grand danger : l'armée hongroise a une position d'expectative. Nos conseillers militaires disent que les rapports avec les officiers et les généraux hongrois se sont dégradés ces jours-ci, il n'y a plus la même confiance qu'avant. Il se peut que des troupes hongroises envoyées contre les insurgés se joignent à eux, et alors il faudra à nouveau entreprendre des opérations avec les forces armées soviétiques... » (cité par les *Cahiers du mouvement ouvrier* – 3ème trimestre 2006).

De nouvelles troupes soviétiques sont donc nécessaires; elles affluent (le 31 octobre). Détail important : les soldats sont originaires des régions asiatiques de l'Urss et ne comprennent pas le russe, ce qui empêche tout dialogue avec les Hongrois.

La 2ème intervention russe

Le 4 novembre, les troupes du Kremlin, qui avaient envahi la Hongrie, attaquent Budapest. Pal Maléter, entré au gouvernement comme responsable militaire, a été kidnappé par l'armée russe, alors qu'il s'y rendait pour négocier. Officiellement, les troupes, qui encerclent la capitale, interviennent à l'appel d'un prétendu « gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan », dont Kadar – qui avait disparu - annonce qu'il a pris la tête. Le nom sous lequel se présente ce gouvernement totalement illégitime et la personnalité de son chef, perçu jusqu'alors comme un relatif opposant communiste – et ami de Nagy - n'ont d'autre ambition que d'embrouiller, si possible, les masses hongroises. Il déclare partager avec la jeunesse « *des objectifs identiques* », comme « *empêcher le retour de la clique de Rakosi et de Gerö* ». Nagy se réfugie à l'ambassade yougoslave.

A la *Une* de *l'Humanité*, le bureau politique du Pcf étale son abjecte déclaration, datée du 4 novembre : « *...Barrant la route à ceux qui furent les alliés de Hitler, aux représentants de la réaction et du Vatican que le traître Nagy avait installés au gouvernement, la classe ouvrière hongroise, dans un sursaut énergique, a formé un gouvernement ouvrier et paysan qui a pris en main les affaires du pays. Ce gouvernement* (...) *a demandé à l'armée soviétique de contribuer à la restauration de la paix intérieure. Le Parti communiste français approuve pleinement la conduite du gouvernement ouvrier de Hongrie...* »

La grève a repris, malgré les menaces et les suppliques de Kadar. Celui-ci est totalement impuissant; c'est l'armée russe qui doit se charger de l'administration, comme une armée d'occupation. Des combats se déroulent dans tout le pays. Les troupes de la bureaucratie ne trouvent pas le moindre appui dans la population. C'est l'ambassadeur russe lui-même, I. Andropov, qui alerte sa hiérarchie, le 6 novembre : « *Nos amis ne publient pas de journal, tandis que le journal des insurgés Igazsag* (*La Vérité*), *dont les pages sont remplies de matériaux provocateurs contre nos amis et l'Armée soviétique, est largement diffusé dans les rues de la ville.* » Le 14 novembre marque la fin des combats. Près de 80 000 morts (*cf.* J-J. Marie *in* La révolution hongroise des conseils ouvriers).

Malgré l'écrasante supériorité militaire des troupes russes, les combats les plus acharnés ont duré 10 jours ! Les faits sont là : les bastions de la résistance armée se trouvent dans les centres ouvriers, les usines, les mines. Les statistiques que dressent les hôpitaux indiquent que 80% à 90% des blessés sont des ouvriers. Si le prolétariat peut faire la preuve de sa détermination physique, de l'héroïsme qui est le propre de la classe ouvrière quand elle lutte pour la révolution prolétarienne, c'est qu'il s'appuie sur les conseils, sur la base de la grève générale.

Après la fin des combats, la classe ouvrière reste dressée dans sa résistance, en poursuivant la grève générale qui paralyse le pays.

Ils combattaient pour le socialisme

La puissance de la révolution hongroise, ce sont les conseils. Dès le début de l'insurrection, les délégués étudiants ont constitué le Comité révolutionnaire des étudiants (en armes), vite rejoints par des jeunes ouvriers et des soldats. En province, c'est la nouvelle de l'intervention des troupes russes qui a déclenché la grève générale insurrectionnelle. Les ouvriers (avec les étudiants) commencent à s'organiser spontanément en conseils ouvriers par entreprise, comités révolutionnaires locaux. Ils s'arment, organisent les milices ouvrières et la lutte armée contre les troupes russes et les Avos (police politique); ils discutent et dressent les revendications.

Elus par les travailleurs, les conseils ouvriers imposent leur autorité et administrent l'usine, la mine, la localité, la ville, le département : ravitaillement, surveillance des prix, relogement, sûreté,... Les élus sont révocables à tout moment; « *l'activité aussi bien au sein d'un comité d'usine qu'au sein d'un conseil ouvrier doit être un travail social bénévole et nous ne tolérerons pas que qui ce soit essaie d'en vivre* ».
Des sans-parti y figurent avec des membres du Pc et des vieux partis, réapparus, comme les sociaux-démocrates, le Parti national paysan (population laborieuse de la campagne) et le Parti des petits propriétaires (qui déclare, par exemple, le 31 octobre : « *Personne ne peut songer à revenir au monde des comtes, des banquiers, des capitalistes. Ce monde a disparu à jamais* ».).
Le 1er conseil ouvrier est élu à Miskolc; son autorité est reconnue dans tout le département. Il utilise la radio, dont il s'est emparé pour faire connaître son action Il demandera, le 28, « *aux conseils ouvriers de toutes les villes de province de coordonner leurs efforts en vue de créer un seul et unique mouvement puissant* » avec comme base d'accord un programme que l'on retrouve en permanence, et d'abord : Pour une Hongrie libre, démocratique, socialiste, départ immédiat des troupes russes, dissolution de l'Avh, élections libres, nouvelle constitution. En forgeant leurs organes autonomes, les ouvriers combattent comme classe, pour faire prévaloir un programme ouvrier. Les conseils, c'est le prolétariat dressé contre le pouvoir de la bureaucratie.

Si la lutte contre l'oppression, pour l'indépendance nationale, ordonne le soulèvement de toute la population, la classe ouvrière place en même temps au cœur de ses revendications, avec le droit de grève, l'augmentation des salaires (et l'ébauche d'une grille des salaires), la suppression des normes de travail. En ce qui concerne les syndicats, pas de permanents rétribués; l'adhésion doit être libre. C'est le programme de la révolution politique inscrit dans le programme de transition, traduite dans les conditions de la Hongrie de 1956.

Les conseils et comités révolutionnaires se multiplient : Le comité révolutionnaire des intellectuels et son programme; les délégués des Comités révolutionnaires de soldats qui constituent le Comité révolutionnaire de l'armée; comités révolutionnaires chez les juristes, dans la plupart des ministères, des services de l'Etat... Mais la force sociale dominante et décisive, c'est la classe ouvrière. Par sa place dans les combats : les quartiers ouvriers en sont le cœur. Parce que c'est la seule force qui offre une alternative à la domination de la bureaucratie et à l'oppression de la caste du Kremlin (pour la défense de la propriété collective des moyens de production, une véritable planification). Et les conseils ouvriers commencent à matérialiser l'alternative. Il faut le constater : les réactionnaires n'ont eu aucune audience dans la population. Il revenait au quotidien de la calomnie, *l'Humanité*, de titrer, le 2 novembre – cela ne s'invente pas : « *Vers la formation d'un gouvernement présidé par le cardinal Mindszenty ?* » (cardinal et primat de Hongrie, propulsé par Radio Free Europe).

Puissance des conseils ouvriers...

Très vite après leur constitution, les conseils sont entrés en relation entre eux, en province, dans les villes et à la campagne, puis à Budapest... Le 31 octobre, les délégués des 24 grosses entreprises de Budapest se rencontrent; et aussi, les délégués des conseils ouvriers des usines dans le 11ème arrondissement (initiative ultérieurement reprise dans d'autres arrondissements); le 1er novembre, a lieu une réunion de délégués de grandes usines, des intellectuels et des étudiants et des représentants du gouvernement; les délégués décident la reprise du travail. Finalement, la décision de reprendre le travail est adoptée par tous les conseils, au plus tard pour le 5 novembre. Nagy doit traiter avec les conseils; il « *annonce qu'il s'appuie sur ces organismes et approuve leur autorité* »; il promet de satisfaire les revendications; annonce la création de nouvelles forces de sécurité « *à partir de l'armée, de la police, des milices ouvrières et des groupes de jeunesse* »; déclare que « *le gouvernement se refuse à considérer le formidable élan populaire comme une contre-révolution* » et demande le retrait des troupes russes; et les conseils lui accordent leur confiance : signe de ce qu'ils n'envisagent pas de constituer le pouvoir.

La 2ème intervention russe n'entraîne pas la dislocation des conseils. Au contraire. Le 12, le conseil ouvrier révolutionnaire d'Ujpest lance un appel à la constitution d'un conseil ouvrier central de Budapest. De jeunes intellectuels ainsi que le comité révolutionnaire des étudiants contribuent aussi à l'élaboration et à la diffusion de l'appel.
La réunion constituante du conseil central ouvrier du Grand Budapest se tient, malgré le gouvernement, le 14. Beaucoup de délégués sont des anciens militants, membres du Parti communiste, sociaux démocrates,... Certains ont

participé à la République des conseils ouvriers hongrois de 1919. La moitié a 28 ans ou moins; ils sont ouvriers et aussi ingénieurs. (Le conseil ouvrier central fixera la règle, pour tout conseil, d'être composé d'au moins deux tiers d'ouvriers; il déclarera : « *Il importe que les comités d'usine soient élus de la façon démocratique, une fois que les conseils ouvriers constitués, afin que la composition personnelle de ces comités fournisse toutes les garanties pour la réalisation des objectifs de la révolution* ».) La quasi-totalité des grandes entreprises est représentée; les autres délégués le sont par des arrondissements; 2 conseils ouvriers de province (Borsod département industriel, Gÿor ville industrielle) ont envoyé leur délégation. Ils « *proclam*(ent) (leur) *rigoureux respect des principes du socialisme*. (Ils) *considèr*(ent) *les moyens de production comme propriété collective* (qu'ils) *so*(nt) *toujours prêts à défendre* ». « *Le travail sera repris dès que nous recevrons des réponses* » aux exigences suivantes : retour au pouvoir de Nagy, retrait rapide des Russes, libération des détenus, la reconnaissance du droit de grève, la reconnaissance des partis se fondant sur le socialisme. Il aborde la question du conseil national, mais il se refuse à décider de sa constitution; s'il décide d'envoyer une délégation auprès de Kadar, il ne reconnaît pas son gouvernement; au contraire, il inscrit au 1er rang de ses demandes « *que le camarade Imre Nagy assume la direction du gouvernement* ». Ainsi donc, le conseil central, qui entend représenter tous les ouvriers de Budapest et décider de la reprise du travail ou de la grève, ne revendique toujours pas la conquête du pouvoir.

Le rouleau compresseur des tanks de la bureaucratie du Kremlin joue en faveur des tentations conciliatrices. Surtout à Budapest. On ne peut pas non plus ignorer la pression de la faim, du froid et aussi de la tactique dilatoire et du ton « modéré » qu'utilise encore Kadar. Mais il y a aussi le grand souffle de la révolution. A la suite de Csepel, où la décision d'arrêter la grève (sans renoncer aux revendications) finit par l'emporter, les conciliateurs réussissent à faire prendre la même position au Conseil central de Budapest, le 16 novembre, alors que la veille, il avait révoqué son président, A. Balazs, pour avoir fait à la radio, au nom du conseil central, une déclaration favorable à la reprise du travail. Mais la décision de reprise (le 17) est contestée; de nombreux délégués sont révoqués pour n'avoir pas suivi les votes qui avaient, dans tels ou tels conseils, décidé de poursuivre. Et Le 19, à Csepel, ce sont 30% des travailleurs qui sont présents, et sans travailler. Globalement, un quart des ouvriers reprend le travail.

La situation est différente en province : non seulement, comme cela a évoqué, la pression des tanks russes - seule force sans laquelle le gouvernement Kadar et les bureaucrates n'auraient aucun appui réel - est moins forte; les conseils ouvriers sont bien ancrés; ils ont dirigé la grève générale, pris et imposé leur pouvoir. Le commandement russe doit, dans une certaine mesure, en tenir compte, comme l'illustre cette altercation, à Miskolc, entre un officier russe qui exige que le travail reprenne le lendemain et le président du conseil de l'usine métallurgique « Lénine » qui ne veut traiter qu'avec un ingénieur. L'officier élève la voix; l'ouvrier : « *Criez pas, moi aussi j'étais militaire, je n'ai pas peur des gens qui crient* »; l'officier se met à hurler : « *Sachez que j'ai 10 000 hommes sous mes ordres !* »; l'ouvrier : « *Sachez que moi, j'ai 18 000 hommes ici, dans l'usine, et que je suis chez moi* ». L'officier se calme...

Non seulement la classe ouvrière résiste, mais cette résistance la pousse à chercher la centralisation de son combat. Le 19, reprenant la demande faite par une délégation d'ouvriers, le conseil central convoque les délégués de tous les conseils ouvriers du pays en vue de constituer un conseil ouvrier national (le 21). Les chars russes interdisent la réunion annoncée publiquement; elle se tient quand même, ailleurs. Dès que l'interdiction avait été connue, les usines et les transports s'étaient mises spontanément en grève. Le conseil central proclame qu'il représente aussi les conseils de province. Il remet en cause l'ordre de reprise du travail et décide une grève de protestation de 48 heures, en exigeant d'être reconnu par le gouvernement comme la seule représentation ouvrière. Cette revendication est irrecevable pour la bureaucratie; l'affrontement est inévitable. Le 23, Imre Nagy, qui a quitté l'ambassade yougoslave où il s'était réfugié, est enlevé par la police russe. Il est envoyé en résidence surveillée en Roumanie.

Sur la sellette au conseil central ouvrier pour sa tiédeur, le nouveau président, J. Dévényi, démissionne; et le 26, le conseil central fait connaître 2 autres revendications à Kadar : l'organisation d'une milice ouvrière armée et ses propres journaux, que Kadar rejette quelques jours plus tard. Dans une déclaration adoptée le 27 novembre, le conseil ouvrier central « *affirme que les véritables intérêts de la classe ouvrière sont représentés en Hongrie par les conseils ouvriers et, d'autre part, il n'existe pas actuellement un pouvoir politique plus puissant que le leur. Nous devrons œuvrer de toutes nos forces au renforcement du pouvoir ouvrier* ».

...et limites

Pour la bureaucratie du Kremlin, les conseils et leur centralisation doivent être détruits comme organismes de contre-pouvoir. Elle est consciente, plus vivement que les dirigeants ouvriers eux-mêmes, de ce que signifie que les ouvriers ne se laissent pas mystifiés par l'« autogestion »; que le conseil ouvrier central s'élève contre la « thèse » martelée par la bureaucratie d'après laquelle « *les conseils ouvriers devraient être uniquement des organisations économiques* ». Le 4 décembre, paraît le décret de dissolution des comités révolutionnaires et le 6, débutent les arrestations massives de dirigeants des conseils ouvriers.

La classe ouvrière résiste toujours. Des manifestations de femmes sont organisées par le conseil central (le 5). Nombreuses grèves spontanées. La moitié des travailleurs de Csepel est en grève. Le 9, le conseil central décide une

grève générale de 48 heures, contre la répression. Elargi aux délégués des conseils de province, il appelle les travailleurs du monde entier « des grèves de solidarité ». Le gouvernement finit par décider la dissolution du conseil central. Assemblées générales dans les usines. La répression se déchaîne; arrestations; la loi martiale est décrétée. Le 11, Sandor Racz, président du conseil central ouvrier (ouvrier ajusteur, 23 ans), et Sandor Bali, vice-président (ouvrier ajusteur, 33 ans), - qui avaient répondu à une convocation de Kadar – sont arrêtés. Mais, les 11 et 12, la grève est générale dans le pays. Le 13 encore, grève de protestation à Beloiannis et Csepel. Mais en liquidant les conseils (et l'arrestation des militants), la bureaucratie, qui l'a bien compris, a porté le coup fatal à la révolution politique.

Le 17 décembre, les 1ères condamnations à mort tombent à Budapest. La répression la plus dure se poursuit. En avril 1957, Imre Nagy sera remis aux Hongrois et, avec Pal Maléter, le journaliste Miklos Gimes, Jozsef Szilagyi, condamné à mort et pendu en juin 1958 par la contre-révolution pour avoir refusé de condamner la révolution prolétarienne de l'automne 1956, et parce que c'est tout simplement insupportable pour la clique criminelle du Kremlin.

L'appareil stalinien ne peut pas être réformé

En écrasant la révolution hongroise, la caste bureaucratique du Kremlin s'est identifiée aux yeux des masses comme l'ennemi de la classe ouvrière et du socialisme. A la différence de la Pologne, elle n'a pas pu utiliser les illusions des masses pour des prétendus « réformateurs » (comme Gomulka). On a vu qu'elle n'a jamais eu l'intention de céder aux révolutionnaires hongrois. Elle a pleinement montré au grand jour à la classe ouvrière ce que l'analyse de Léon Trotsky avait définitivement établi depuis 1933 : la 3ème Internationale était définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois; l'appareil stalinien ne pourrait pas être redressé.

En quelques jours, la bureaucratie a volé en éclats en Hongrie; seul est demeuré, mais c'est essentiel, l'appareil stalinien. La ligne de partage s'est faite entre Nagy et Kadar, qui, jusqu'à la 2ème intervention russe, ont pu se retrouver dans le même gouvernement, et même, après la désagrégation du parti stalinien, parmi les fondateurs d'un nouveau parti, le Parti socialiste ouvrier hongrois. Si Kadar aura un rôle de 1er plan dans la victoire de la clique contre-révolutionnaire; Imre Nagy, lui, a eu un mérite capital : il a refusé, jusqu'aux pieds de la potence de dénoncer, de calomnier la révolution.

La 4ème Internationale n'était plus au rendez-vous

Combat héroïque du prolétariat et de la jeunesse, émergence de dirigeants ouvriers (notamment de jeunes ouvriers) : la classe ouvrière a durement payé l'absence de direction révolutionnaire expérimentée; elle ne pouvait pas suppléer à l'inexistence de Parti ouvrier révolutionnaire, qui seul, pouvait mettre en avant, clairement, et la formuler, la question du pouvoir, comme avait su le faire le parti bolchévik en 1917 : « *Tout le pouvoir aux soviets !* ». Sans parti (ou organisation) révolutionnaire, les ouvriers durent spontanément se réapproprier l'expérience des révolutions passées - révolutions russes de 1905 et de 1917, bien sûr, et aussi la révolution des conseils hongrois de 1919, à laquelle certains d'entre eux avaient activement participé -, mais trop lentement par rapport à l'expérience et à la puissance de la bureaucratie.

La révolution hongroise est restée isolée. D'abord de la révolution polonaise. C'est la conséquence directe de l'absence de la 4ème Internationale. La 4ème Internationale, après avoir subi un coup majeur en 1940, avec l'assassinat de Léon Trotsky, extraordinairement affaiblie, avait été liquidée par la crise de 1953. Elle ne pouvait plus être au rendez-vous de l'Histoire. Les organisations restées fidèles au trotskysme intervinrent sur le terrain de la solidarité prolétarienne, mais la majorité des organisations avait disparu.

Intervention du Parti communiste internationaliste.

Les trotskystes français tinrent, par exemple, un meeting à Paris, le 9 novembre, le seul de cette nature. Le 30 octobre, le bureau politique avait annoncé la réunion dans un tract, titré : « *Vive les conseils ouvriers hongrois, en lutte contre la bureaucratie du Kremlin ! Vive la Pologne socialiste indépendante ! A bas l'infâme intervention russe contre les prolétaires hongrois !* ».

Nouveau tract le 7 novembre, alors que « *au Kremlin, les disciples de Staline, le sinistre trio Khroutchtchev–Boulganine–Joukov, craignant que l'exemple hongrois ne soit suivi par les travailleurs russes – déjà, dans les unités staliniennes en Hongrie, des soldats russes, par centaines, fraternisaient avec les prolétaires hongrois et passaient dans leurs rangs -, a envoyé des troupes fraîches, choisies les plus sûres, pour noyer la Commune de Hongrie sous un déluge de feu* » et alors que, le 6, les troupes de l'opération franco-britannique Mousquetaire ont débarqué à Port-Saïd en Egypte – en relation avec Israël, qui avait envahi le Sinaï le 29 octobre.

Des suppléments d'entreprise prolongent la diffusion du matériel central; ainsi, *la Vérité* Métro (19 novembre) dénonce la « *politique de collaboration de classe du Parti socialiste et du Pcf avec les partis bourgeois (...) aux formes multiples, depuis la prise en charge directe des intérêts de la bourgeoisie par les dirigeants* " socialistes " *G. Mollet en tête, jusqu'aux votes des pouvoirs spéciaux par les dirigeants du Pcf, en passant par les multiples manœuvres destinées à paralyser l'action de la classe ouvrière : grèves tournantes, revendications par catégories, campagnes de signatures alors que les rappelés manifestaient. De la Pologne à l'Algérie, de la Hongrie à l'Egypte, les peuples opprimés veulent vivre libre; déterminer eux-mêmes le système social qui leur convient, se libérer de toutes les tutelles, et s'engager*

dans la voie du socialisme, ce qui est impossible sans se libérer de l'oppression quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne. Les oppresseurs n'ont qu'une réplique : la répression. Aux bombardements de Port-Saïd par les gouvernements anglo-français répondent en écho les canonnades des tanks russes à Budapest; aux ratissages d'Algérie répondent la déportation des Hongrois, sans oublier les " exploits " *de l'impérialisme américain en Corée, au Guatemala et ailleurs....* »

La politique des pablistes.

En apparence, les pablistes, ancêtres politiques de la LCR, utilisaient des formulations de trotskystes; mais il est conseillé de lire la suite. Ainsi, dans un manifeste daté du 1er novembre, le « comité exécutif international de la 4ème Internationale », en s'adressant aux « *camarades travailleurs de Hongrie* », déclare : « *...Vous avez héroïquement lutté non pour le retour au régime social féodo-capitaliste ancien, mais pour une Hongrie socialiste, indépendante et libre, alliée sur un pied d'égalité aux autres Etats ouvriers. La 4ème Internationale salue votre victoire éclatante remportée sur la bureaucratie soviétique et ses agents indigènes. Elle vous appelle à assurer également sur les forces sociales indigènes hostiles au socialisme qui, maintenant, veulent profiter du vide politique créé par l'écroulement du régime stalinien, afin de restaurer le capitalisme...* ».

1°) Pourquoi cette mise en garde contre le danger de restaurer le capitalisme. Ils savent que toutes les déclarations des combattants sont unanimes sur la défense du régime socialiste et, plus encore, que les forces capitalistes sont nulles ou dérisoires. Le journaliste A. Farkas, qui vivait à Budapest, témoigne aujourd'hui (Budapest 56), du 23 octobre et des jours qui ont suivi : « *En égrenant la liste des victimes* [parmi ceux qu'il avait rencontrés aux moments les plus dramatiques de la résistance], *il saute aux yeux que ni gros capitalistes, ni propriétaires terriens, ni politiciens de l'ancien régime ne figurent parmi eux. L'argument préféré du gouvernement Kadar, l'instigation et la participation des forces réactionnaires, ne tient pas debout. Des années plus tard, les autorités judiciaires ont essayé de mettre en statistiques les origines des condamnés, pour leur coller sur le front l'étiquette* " ennemi de classe ". *En triturant les chiffres, ils ne sont pas parvenus à assimiler plus de 5% des accusés à cette catégorie...* »

2°) « *Vide politique créé par l'écroulement du régime stalinien* » ! Chassez le naturel, il revient au galop ! Faut-il commenter ? Michel Pablo et Ernest Mandel reprocheront aussi à Nagy dans la revue *Quatrième Internationale* de décembre 1956 d'avoir mené une politique extérieure « *alarmant effectivement le Kremlin* », au lieu d'en avoir qui lui soit pour lui « *acceptable* » (sic !), bref d'avoir « *élargi la démocratisation dans tous les sens (...) manœuvré en dehors du camp de classe, sans avoir essayé, au contraire, de manoeuvrer, face au Kremlin, à l'intérieur de ce camp* ».

La révolution hongroise a montré qu'à « l'intérieur du camp », la bureaucratie stalinienne jouait le rôle de gardien. De quel côté des barbelés de ce « camp » se trouvaient donc les pablistes ?

***

50 ans après, non seulement la crise dislocatrice de la 4ème Internationale n'a jamais été surmontée, mais le combat pour sa reconstruction a définitivement échoué. Malgré des dizaines d'années de tentative des organisations restées fidèles au trotskysme, puis, qui l'ont successivement trahi. Combat anéanti par Lambert et les lambertistes quand la direction a proclamé la disparition du Pci, devenu irredressable – étape ultime d'un processus qui avait vu le révisionnisme s'emparer de la direction du Pci, l'expulsion, au cours du 28ème congrès, de Stéphane Just et de ceux qui rejoignaient son combat, sur la ligne : « *On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme* » -. Le Pci avait depuis toujours été au 1er plan et, au moins depuis 2 décennies, la force motrice du combat pour la reconstruction de la 4ème Internationale. Sa liquidation entraîna automatiquement la fin de ce combat.

Depuis les années 90, la capitalisme a été restauré dans l'ex-Urss, dans les Etats ouvriers bureaucratiques ou déformés. La question de la révolution politique n'est-elle pas devenue caduque ? Alors pourquoi revenir sur les leçons de la révolution hongroise de 1956 ? Inévitablement, le prolétariat réoccupera le devant de la scène politique. Dans les pays de l'ex-Urss, dans l'ex-« glacis soviétique » ..., en particulier, pour sortir de la grande misère politique qui le tenaille, il aura à se réapproprier sa propre histoire.

« *La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire* ». Ce qui est le point de départ et la conclusion du programme de transition demeurent implacablement le point de départ et la conclusion pour quiconque, travailleur, jeune, intellectuel, veut contribuer, en toute lucidité, à résoudre « la crise actuelle de la civilisation humaine ».

décembre 2006